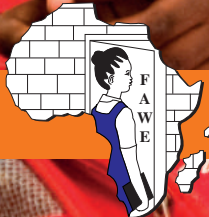


STRATÉGIE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

POUR LA STRATÉGIE CONTINENTALE DE L'ÉDUCATION POUR L'AFRIQUE

2016 -2025



FAWE

Forum for African Women Educationalists
Forum des éducatrices africaines



African Union-Union Africaine

STRATÉGIE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES POUR LA STRATÉGIE CONTINENTALE DE L'ÉDUCATION POUR L'AFRIQUE 2016-2025 **Copyright © Forum des éducatrices africaines (FAWE), 2018**

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ:

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Forum des éducatrices africaines quant au statut juridique ou au régime des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou concernant leur système économique ou leur degré de développement. L'analyse, les conclusions ou les recommandations de cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Forum des éducatrices africaines, ni celles d'aucune de leurs Antennes nationales.

Forum des éducatrices africaines

FAWE House, Chania Avenue, Off Wood Avenue Kilimani,

PO Box 21394-00505, Ngong Road, Nairobi, Kenya.

Tél.: +254 20 77 30537, +254 20 25 97919, +254 714 60 6629 | Fax : +254 20 3874150

www.fawe.org

REMERCIEMENTS:

Cette publication est le fruit d'une consultation et de recherches approfondies commandées par le Forum des éducatrices africaines (FAWE) et le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes de l'Union africaine (CIEFFA/UA).

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH/BACKUP Initiative allemande- l'éducation en Afrique

Auteur: Dr Sibeso M. Luswata, Ed.D

Rédacteurs: Daphne Nawa-Chimuka, Eric Gachoka

Support technique: Juliet Kimotho

Conception, mise en page et impression: The Art House Print & Design

Photos:© FAWE sauf indication contraire



Avant-Propos

L'Agenda 2063 pour l'Afrique reconnaît que la population est la ressource la plus précieuse, et que la clé du développement national réside dans la contribution efficace de tous ses citoyens à l'effort collectif. Étant la condition fondamentale pour permettre à chaque citoyen de contribuer utilement un tel développement, l'éducation doit par conséquent être garantie à toutes les couches de la société, y compris les filles et les femmes qui représentent au moins 50 % de la population africaine. Formulant les aspirations qui guideront le développement de l'Afrique au cours des 50 prochaines années, l'Agenda 2063 donne la priorité à une éducation de qualité et inclusive en tant que prérequis de la croissance inclusive. Il ressort néanmoins de différentes études et analyses situationnelles que la majorité des personnes exclues du développement des ressources humaines, de l'éducation, de la science et de la technologie sont les femmes et les filles. La 2^{de} aspiration de l'Agenda 2063 — un continent intégré pour la renaissance africaine — oblige les États à mettre fin à toutes les formes d'oppression et d'exclusion, y compris la discrimination de genre. La 3^{ème} aspiration sur la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'homme, la justice et l'État de droit exige de promouvoir les VALEURS qui garantissent ces principes. La 6^{ème} aspiration, qui définit le développement guidé par les personnes, constitue le fondement de toutes les autres aspirations de l'Agenda 2063. L'Agenda 2063 exige que toutes les composantes de la population jouent un rôle actif en matière de leadership et de prise de décision, ce qui nécessite de réaliser la pleine égalité entre les genres dans toutes les sphères d'influence.

L'égalité des genres et l'autonomisation des filles, des femmes et des jeunes (hommes et femmes) restent au cœur de l'Agenda 2063. La Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) ne se limite pas à faire

du principe d'équité, d'égalité et de prise en compte de la dimension genre un élément de référence des systèmes africains d'éducation et de formation. La mission de CESA 16-25 vise à réorienter les systèmes africains d'éducation et de formation pour qu'ils répondent aux valeurs, connaissances, compétences, innovation et créativité requises de l'éducation, du développement de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en particulier la formation technique et professionnelle, La technologie des sciences de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), l'enseignement et l'apprentissage, la gestion et le leadership de l'éducation. Les filles et les femmes doivent avoir un accès et des possibilités égaux de bénéficier de cette mission et d'y contribuer !

La Commission de l'Union Africaine (CUA) reconnaît le FAWE comme la principale organisation de défense de l'éducation des filles en Afrique pour travailler avec le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine (CIEFFA-UA). Pendant plus de 25 ans, le FAWE a fait la preuve de son engagement pour s'assurer que les filles — le plus grand atout de l'Afrique — ont les moyens d'occuper des rôles de leadership dès le plus jeune âge, afin de leur permettre de contribuer efficacement au développement durable de l'Afrique, tout en reconnaissant que les garçons ne doivent pas être laissés pour compte et en y veillant. La Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 est l'une des initiatives précieuses du FAWE, qui est destinée à fournir une orientation détaillée à TOUS les États membres de l'UA sur la généralisation et l'intégration des perspectives de genre lorsqu'ils mettront en œuvre CESA 16-25. Ceci inclut de recommander des points d'entrée pour faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des filles, des femmes et des jeunes, pour l'ensemble des 12 objectifs stratégiques de CESA 16-25. La Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 préconise également le leadership, les dispositifs de financement et de gestion pour assurer la responsabilisation, l'intégrité et l'impact.

La CUA a démontré l'importance qu'elle attache à l'égalité des genres à travers l'existence d'institutions spécialisées comme CIEFFA/UA, qui a créé une plateforme de partenaires coprésidée par le FAWE. La CUA a également mis en place des groupes thématiques pour la mise en œuvre de CESA 16-25, qui rassemblent tous les organismes et parties prenantes principaux travaillant dans l'éducation en Afrique. Le FAWE est un partenaire clé de ce cadre de partenaires. La CUA reconnaît et attache une grande valeur aux travaux du FAWE pour faire avancer l'Agenda 2063 et les autres cadres politiques continentaux, en particulier la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25.

Le cadre de mise en œuvre de CESA servira pour le suivi et l'établissement des rapports de la Stratégie pour l'égalité des genres. À cette fin, la CUA appelle avec insistance TOUS les États membres et les partenaires travaillant dans le développement de l'éducation à utiliser la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 lorsqu'ils mettront en œuvre de leurs programmes.

S. E. Mme la prof. Sarah Anyang Agbor
Commissaire – HRST, Union africaine



Préface

La promotion de l'égalité des genres dans l'éducation à travers l'autonomisation des filles et des femmes, les progrès en matière d'éducation des filles et l'inclusivité sont au cœur du mandat du Forum des éducatrices africaines et inhérentes à son approche de développement en vue du développement durable. La Stratégie pour l'égalité des genres du Forum des éducatrices africaines pour CESA 16-25 est ancrée dans l'engagement de l'UA envers l'égalité des genres dans tous les aspects de la vie, qui est reflétée dans sa Vision, sa Mission, ses Cadres stratégiques, ses dispositifs institutionnels et ses cadres de partenariat à tous les niveaux. Le FAWE a la conviction que pour permettre aux États africains membres d'atteindre l'égalité et l'équité des genres dans l'éducation, ils doivent comprendre les implications de chacun des 12 objectifs stratégiques et leurs domaines respectifs, tels qu'ils sont formulés dans CESA 16-25. Cette Stratégie pour l'égalité des genres complète donc CESA 16-25 et donne la possibilité aux États membres africains d'adopter une approche stratégique pour aborder les inégalités de genre, l'exclusion des femmes en particulier, et des personnes vulnérables en général, et d'intégrer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation, du développement de la petite enfance à l'enseignement supérieur, y compris l'éducation et la formation techniques et professionnels. Enracinés dans les droits de l'homme, les Objectifs de développement durable 2030 (ODD), plus particulièrement les objectifs 4 et 5, à savoir respectivement une Éducation de qualité et l'Autonomisation des femmes et des filles, offrent la possibilité d'améliorer l'engagement des apprenants filles et garçons, des partenaires, des experts et des donateurs soutenant le développement de l'éducation, des jeunes plaidant en faveur de l'égalité, et des femmes et des hommes marginalisés. Cette stratégie est orientée vers l'alignement des plans nationaux sur la vision d'inclusion de l'UA en matière d'accès, de participation et d'apprentissage.

Les objectifs de cette Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 sont les suivants : s'assurer que TOUS les apprenants — filles, garçons, adolescents, jeunes, hommes et femmes, en particulier ceux exclus historiquement, sont aidés pour réaliser pleinement leur potentiel en matière d'accès, de participation et de résultats d'apprentissage ; et que les responsables des politiques d'éducation, les planificateurs, les gestionnaires et les enseignants comprennent les implications de leurs interactions sur les processus d'enseignement et d'apprentissage. La stratégie fournit une orientation sur la façon dont les États membres peuvent affecter leurs ressources à bon escient — tant les ressources humaines que financières — pour promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion. Les États membres africains sont aussi conseillés sur la façon de produire, éduquer et former des jeunes hommes et femmes précisément pour l'Agenda du leadership sur la promotion de l'égalité des genres et de l'inclusion dans et par l'éducation, avec un accent spécial sur les efforts pour faire progresser l'éducation des filles dans les STEM, faciliter l'apprentissage en situation d'urgence, et satisfaire les besoins émergents en matière de technologie, d'habitat et de changement climatique. La stratégie a également donné des conseils et une direction sur la manière dont les leaders et les gestionnaires scolaires peuvent mieux intégrer l'égalité des genres dans l'agenda visant à produire, éduquer et former des leaders femmes et hommes pour le développement, le suivi et l'évaluation de la gestion des systèmes éducatifs africains.

Le processus d'élaboration de la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 a été hautement participatif, de la préparation des grandes lignes de la stratégie à sa finalisation et sa validation. Les principaux partenaires ont inclus CIEFFA/UA, UNGEI, UNESCO IICBA, UNICEF ESARO, et des organisations de la société civile à travers la plateforme GIMAC. Les consultations menées à chaque étape de la préparation de la stratégie ont pris en compte les aspirations des différents groupes de population, à la fois acteurs étatiques et non étatiques. Les contributions des partenaires ont systématiquement été incorporées dans la stratégie. La version initiale de la stratégie a été examinée et approuvée par le biais de la 29^{ème} plateforme GIMAC, à laquelle ont assisté les représentants de la Commission de l'UA, l'ONU, du PME, et d'autres organisations de la société civile. La version finale a été approuvée lors de la Conférence sur l'éducation des filles du FAWE d'août 2017 à laquelle ont assisté plus de 580 participants (79 % femmes/21 % hommes). Les participants ont inclus la Commission de l'Union africaine sur les ressources humaines, la science et la technologie (HRST) ; l'Envoyé spécial de UA sur les femmes, la paix et la sécurité, le chef de la Division de l'éducation de l'UA; des ministres de l'Éducation, des secrétaires permanents, des experts techniques, et des représentants de l'ADEA, des institutions des Nations unies, et des organisations non gouvernementales locales et internationales, ainsi que des enfants et des jeunes/jeunesse et des membres et des anciennes élèves du FAWE de toute l'Afrique.

Mme Hendrina Chalwe Doroba
Directrice exécutive, FAWE Africa

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

PRÉFACE

1. Conceptualiser l'égalité Des Genres Pour Cesa 16-25	1	4. Développement du secteur éducatif et systèmes intégrant le genre	31
1.1 Introduction	1	4.1 Transformer les processus et les systèmes éducatifs	31
1.2 Pourquoi la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA	5	4.2 Le genre dans les innovations éducatives	32
2. Orientation stratégique vers l'égalité des genres	5	4.3 Le genre dans les questions émergentes comme la technologie et le changement climatique	33
2.1 Vers le développement d'un Apprentissage de qualité et d'Écoles amies des apprenants	6	5. Établissement des rapports et évaluation de la stratégie pour l'égalité des genres	34
2.2 Développement de la petite enfance : bases intégrant le genre	7	Bibliographie	35
2.3 Éducation en situation d'urgence	7		
2.4 Accent sur l'apprentissage et l'amélioration des résultats scolaires des filles	8		
2.5 Les filles et les STEM en Afrique	9		
2.6 Développer et renforcer les partenariats pour l'égalité des genres	10		
2.7 Le genre dans le financement de l'éducation, évaluation des coûts et budgétisation	12		
2.8 Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation	14		
2.9 Le genre dans la recherche	16		
3. Orientation stratégique en vue de l'égalité des genres	17		
3.1 Objectif de la stratégie	17		
3.2 Mission et but de la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25	17		
3.3 Objectifs de la stratégie	17		
3.4 Implications de genre des objectifs de CESA 16-25	18		
3.5 Cadre de résultats et d'indicateur	23		

Liste des acronymes

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique	OUA	Organisation de l'unité africaine
ALP	Programmes d'apprentissage accéléré	PIB	Produit intérieur brut
AU	Union africaine	PME	Partenariat mondial pour l'éducation
BAD	Banque africaine de développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
BEM	Mouvement pour l'éducation des garçons	RALS	Évaluation rapide d'espaces d'apprentissage
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
CGS	École communautaire de filles	SACMEQ	Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation
CNC	Cadre curriculaire national	SIG	Système d'information géographique
CNQ	Cadre national de qualification	SIGE	Système d'information sur la gestion de l'éducation
CPD	Développement professionnel continu	SDGEA	Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique
CRQ	Cadre régional de qualification	SIGS	Système d'information sur la gestion de la santé
CUA	Commission de l'Union africaine	SIGT	Système d'information sur la gestion du travail
DfID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)	STEM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
DIPE	Développement intégré de la petite enfance	STISA	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique
DPE	Développement de la petite enfance	TBS	Taux brut de scolarisation
EAE	Écoles amies des enfants	TIC	Technologies de l'information et de la communication
EFNF	Éducation et formation non formelle	TNS	Taux net de scolarisation
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels	UNCRPD	Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies
EIE	Éducation en situation d'urgence	UNECA	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies
ENS	Enfants non scolarisés	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
EPPE	Éducation et protection de la petite enfance	UNGEI	Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles
EPU	Enseignement primaire universel	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ESU	Enseignement secondaire universel	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
FAWE	Forum des éducatrices africaines	UA/CIEFFA	Centre pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine
GEM	Mouvement pour l'éducation des filles	VFG	Violence fondée sur le genre
IPS	Indice de parité entre les sexes		
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO		
ODD	Objectifs de développement durable		
OIT	Organisation internationale du travail		
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement		
OMS	Organisation mondiale de la santé		
ONG	Organisation non gouvernementale		
OSC	Organisation de la société civile		



1. Conceptualiser l'égalité des genres pour CESA 16-25

1.1 Introduction

L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a été créée le 25 mai 1963 par une charte dont le principal objectif était de : promouvoir l'unité pour améliorer la vie des peuples africains, libérer l'Afrique du colonialisme et de l'apartheid, promouvoir la coopération internationale au sein des Nations Unies, et harmoniser les différentes politiques sectorielles de ses membres. Plus tard en 2001, l'OUA est devenue l'Union africaine (UA), portant la vision « d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et occupant la place qui est la sienne dans la communauté internationale »¹, soutenue par la mission de la Commission de l'Union africaine, qui est « une

institution efficiente et à valeur ajoutée dirigeant les processus d'intégration et de développement de l'Afrique en étroite collaboration avec les États membres de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les citoyens africains »². Durant les célébrations du Jubilé d'Or de l'UA en 2013, l'Afrique a entrepris un voyage ambitieux guidé par l'Agenda 2063, le cadre stratégique pour la transformation socioéconomique du continent au cours des 50 prochaines années. L'Agenda 2063 apporte la perspective africaine de développement au Programme universel 2030 des Objectifs de développement durable (ODD). Le cadre est destiné à accélérer la mise en œuvre des sept (7) aspirations de croissance et de développement durable: 1) une Afrique

¹ Union africaine. La vision et la mission de l'UA. Site Internet : <https://www.au.int>. Consulté en novembre 2016.

² Union africaine. Qu'est-ce que l'Agenda 2063 ? Site Internet : <https://www.au.int>. Consulté en novembre 2016.

prospère et basée sur une croissance inclusive; 2) un continent intégré, uni politiquement, et basé sur les idéaux du panafricanisme et de la Renaissance africaine; 3) une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'homme, la justice et l'État de droit; 4) une Afrique pacifique et sûre; 5) une Afrique ayant une forte identité culturelle, un héritage commun, des valeurs et une éthique; 6) une Afrique où le développement est dirigé par son peuple et libérant le potentiel de ses hommes, femmes, jeunes et enfants; 7) l'Afrique en tant qu'acteur et partenaire international fort, uni et influent.

Bien que l'Agenda 2063 aspire à faire avancer la croissance économique et l'égalité sociale de l'Afrique à travers le renouvellement et l'approfondissement de son savoir-faire culturel, scientifique, technologique et politique, une telle prouesse économique continuera d'échapper au continent africain non seulement tant que les hommes et les femmes n'y participeront pas sur un pied d'égalité, mais aussi tant qu'ils ne seront pas tous deux bénéficiaires des revenus en découlant. À cette fin, l'Union africaine, à travers différents protocoles comme la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (SDGEA) et la Déclaration de Durban sur l'intégration de la perspective «genre» et la participation effective de la femme dans l'Union africaine, s'est déclarée fermement résolue à créer un ordre régional plus juste et équitable. En 2009, l'UA a réaffirmé sa détermination d'aborder l'égalité entre les genres en Afrique quand elle a, par le biais de ses États membres, adopté sa propre politique et un plan d'action, tirant son mandat de différents documents et cadres de l'UA, dont l'Acte constitutif (Article 4L) de l'UA, la SDGEA, le Protocole sur les droits des femmes en Afrique, entre autres. L'objectif de la politique d'égalité des genres de l'UA est en partie «d'établir une vision claire et de prendre des engagements pour guider l'intégration de la dimension genre et l'autonomisation des femmes pour influencer les politiques et les pratiques qui accéléreront la réalisation de l'égalité des genres ... et des

droits humains fondamentaux en Afrique» (Politique relative au genre de l'Union africaine, 2009, p. 9).

Étant donné la mission, la vision et le cadre stratégique de l'Agenda 2063 de l'UA, la Position africaine commune sur les Objectifs de développement durable 2030 confirme l'importance d'investir dans les filles, les garçons, les jeunes, les femmes et les hommes, efforts qui assureront que l'égalité des genres est le marbre dans lequel le développement durable est gravé et qui ne sont pas inconcevables. L'UA a confié à différents commissions, départements et directions relevant de la Commission de l'UA (Division de l'éducation, Direction des femmes, du genre et du développement, Département des ressources humaines, de la science et de la technologie, etc.)³ et au Centre international pour l'éducation des filles et des femmes de l'Union africaine (UA/CIEFFA)⁴ le mandat de promouvoir l'égalité entre les genres, en plus de créer le Fonds fiduciaire africain pour les femmes pour garantir le financement des programmes d'égalité des genres. Cependant, malgré toutes les bonnes intentions déclarées dans les politiques et les protocoles, la mise en œuvre ou la traduction de ces politiques en actions est restée un défi, en partie en raison du manque d'orientations pratiques à l'intention des États membres sur les meilleures façons d'intégrer le genre ou de l'insuffisance des capacités techniques pour traduire ces politiques en actions.

La résolution mondiale de l'après 2015 déclare que l'éducation est la clé pour réaliser la plupart des objectifs des ODD. La communauté internationale, y compris les États africains, à travers la Déclaration d'Incheon et le Cadre d'action avec ses cibles et indicateurs⁵ (Forum mondial de l'éducation, mai 2015) portant sur l'ODD 4 : «assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous»⁶, s'est engagée à promouvoir l'inclusion et l'équité, l'égalité des genres, une éducation de qualité et les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie dans l'éducation. Saisissant l'opportunité offerte par l'ODD 4, l'Afrique transforme son éducation pour s'assurer que les filles et les garçons, les jeunes,

3 UA. Commission de l'Union africaine (CUA). Site Internet : <https://www.au.int>. Consulté en novembre 2016.

4 UA. Le Centre de l'UA pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA/CIEFFA). Site Internet : <https://www.au.int>. Consulté en novembre 2016.

5 Unstats.un.org/sdgd. Indicateurs des ODD – Liste révisée des indicateurs mondiaux. Rapport du Groupe inter-agences et d'experts sur les indicateurs des ODD. E/CN.3/2017/2. Annexe 111. Consulté en avril 2017.

6 Unesdoc.unesco.org/images/002456/245656e.pdf. Éducation 2030. Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'ODD 4. 2016. Consulté en décembre 2016.

les femmes et les hommes participent et bénéficient sur un pied d'égalité des possibilités et des ressources accrues de l'éducation. La Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25) est la réponse de l'UA à l'appel pour que les systèmes africains d'éducation et de formation se débarrassent entièrement du fardeau de l'héritage colonial et adoptent une éducation qui permettra aux États de « créer » un nouveau citoyen africain, qui sera un agent efficace du développement durable du continent. CESA16-25 vise à développer des ressources humaines efficaces, composées de femmes et d'hommes qui seront en mesure de mettre en œuvre les sept (7) aspirations de croissance et de développement durable de l'Afrique, telles que formulées dans l'Agenda 2063.

Les cadres et les protocoles contiennent des dispositions qui demandent aux États membres d'incorporer l'égalité des genres dans leurs stratégies, plans et cadres de suivi et d'évaluation. Cependant, les documents de la CUA donnent peu d'orientations et d'informations concernant les indicateurs qualitatifs, comme les indicateurs de résultats pour mesurer les changements dans le temps, et en particulier l'impact de l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation sur d'autres aspects du développement, comme escompté par les aspirations de l'Union africaine et de l'Agenda 2063. L'UA reconnaît le rôle que des institutions comme le Forum des éducatrices africaines (FAWE)⁷ ont joué pour faire avancer l'égalité des genres dans l'éducation. C'est pour cette raison que l'UA/CIEFFA a noué un partenariat avec le FAWE pour élaborer la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25, qui est un outil pour guider les États africains sur les meilleures façons d'intégrer l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres dans l'éducation. En outre, la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 inclura un cadre d'indicateurs pour permettre aux États membres de mesurer les progrès qu'ils ont accomplis vers l'égalité entre les genres et ses avantages pour le développement. Il est essentiel de comprendre que le genre, dans cette stratégie, désigne à la fois les hommes et les femmes et soulève les questions qui ont des effets différenciés et des implications, intrinsèquement ou du fait des pratiques ou des politiques.

7 Forum des éducatrices africaines (FAWE). Site Internet: <https://www.fawe.org>. Consulté en novembre 2016.

8 Groupe Banque africaine de développement, Département d'évaluation des opérations 2012. Rapport de synthèse. Mainstreaming Gender Equality: A Road to Results or a Road to Nowhere. Site Internet : <https://www.operationsevaluation.afdb.org>. Consulté en novembre 2016.

1.2 Pourquoi la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16 -25?

Les données factuelles de la littérature démontrent que dans la plupart des cas, les plans africains de développement commencent avec une forte composante de genre, mais qu'elle se réduit en peu de chagrin pendant la programmation et la mise en œuvre.⁸ Pour y remédier, la politique d'égalité des genres de l'UA a défini une vision qui vise à réaliser une société africaine fondée sur la démocratie, l'égalité entre les genres, les droits de l'homme et la dignité, et qui reconnaît aussi l'égalité de statut entre hommes et femmes, filles et garçons, les deux sexes prospérant ensemble dans un environnement pacifique et sûr, caractérisé par un partenariat égal dans la prise de décision pour le développement du continent. En ce qui concerne l'éducation en particulier, le troisième pilier de CESA 16-25, qui stipule : « une égalité des genres et une sensibilité aux différences culturelles à travers les systèmes d'éducation et de formation », offre une forte justification à la Stratégie pour l'égalité des genres, obligeant les nations à prendre en compte les implications liées au genre de chacun des 12 objectifs stratégiques. De même, l'Objectif stratégique 5, qui parle d'accélérer les processus conduisant à la parité et à l'égalité entre les genres, comprend l'élaboration d'interventions appropriées pour aborder les contraintes en matière d'accès et de réussite à tous les niveaux.

La Stratégie pour l'égalité des genres est par conséquent un outil nécessaire pour s'assurer que l'aspiration de CESA est réalisée. Étant donné que CESA 16-25 vise à mettre en place un « système d'éducation et de formation qualitatif pour offrir au continent africain des ressources humaines performantes adaptées aux valeurs communes africaines et donc aptes à la réalisation de la vision et des ambitions de l'Union africaine », la Stratégie pour l'égalité des genres aidera les États membres à réorienter leurs systèmes d'éducation et de formation pour veiller à ce que de nombreuses filles et femmes et de nombreux hommes et garçons acquièrent les connaissances, les savoir-faire, les compétences, l'innovation et la créativité requis pour favoriser les valeurs

communes et promouvoir le développement durable au niveau national, sous-régional et continental.⁹

Outre les principes d'engagement de CESA 16-25 qui déclarent fermement la nécessité d'intégrer l'égalité des genres, elle formule également des recommandations spécifiques sur l'intégration d'institutions africaines comme

l'UA/CIEFFA, d'organisations de la société civile comme le FAWE et d'institutions de l'ONU comme l'UNGEI pour apporter le soutien technique nécessaire à la généralisation de la dimension genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de CESA 16-25.

9 UA. 2015. Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA16-25). Site Internet: <https://au.int>. Consulté en novembre 2016.





2. Orientation en vue de la réalisation de l'égalité des genres

Le Rapport de transition « Des OMD à l'Agenda 2063-ODD 2016 de la CEA » indique que l'Afrique n'a pas été capable d'éliminer les disparités entre les genres.¹⁰ Le même rapport indique que certains pays africains ont été incapables d'éliminer les disparités entre les genres, même dans le cycle primaire où ils ont majoritairement bien réussi. L'Institut de statistique de l'UNESCO et l'UNICEF ont également constaté que dans le groupe d'âge du primaire, les filles non scolarisées étaient plus nombreuses que les garçons. Dans cinq (5) pays d'Afrique orientale et australe qui ont participé à l'Étude sur les enfants et les jeunes non scolarisés, « 16,5 % des filles en Éthiopie, au Mozambique, en

Namibie, au Soudan du Sud, en Tanzanie et en Zambie n'étaient pas scolarisées contre 14,6 % des garçons, tandis que dans le cycle secondaire 30,7 % des filles n'étaient pas scolarisées contre 28,1 % des garçons ». Par ailleurs, dans la plupart des pays africains, il y a proportionnellement moins de filles, comparées aux garçons, achevant le cycle secondaire qui sont représentées dans l'EFTF, les STEM et/ou qui accèdent à l'enseignement supérieur.

La cible 4.5 de l'ODD 4 oblige tous les pays à mettre en place des mesures pour éliminer les disparités entre les genres dans l'éducation à l'horizon 2030. À la lumière de ce fait, il est important qu'il y ait un effort renouvelé et une

¹⁰ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Rapport 2015 sur les OMD : Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs de développement durable - Leçons apprises dans la mise en œuvre des ODD ; et Rapport de transition - Des OMD à l'Agenda 2063/ODD 2016. Vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique, sur les sites Internet : http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/mdg-report-2015_eng_summary_rev2sept15.pdf; et <http://www.uneca.org/publications/mdgs-agenda-2063sdgs-transition-report-2016>. Consultés respectivement en décembre 2016.

approche ciblée pour lutter contre les normes discriminatoires liées au genre dans l'éducation et s'assurer que les filles et les garçons non scolarisés, les jeunes enfants et les jeunes, en particulier les filles, ont accès à tous les niveaux de l'enseignement, du préscolaire au supérieur; que les filles et les femmes en général participent effectivement aux programmes d'alphabétisation, aux programmes d'éducation et de formation non formels; et qu'elles participent effectivement, achèvent et réussissent aux niveaux appropriés et attendus de performance comme le font les garçons et les hommes en général. L'UNICEF formule l'importance d'interventions ciblant les femmes, sur la base de ses travaux sur l'éducation des filles et l'égalité des genres, dans lesquels il est noté que: «L'éducation des filles est à la fois un droit inhérent et un levier déterminant pour atteindre les autres objectifs de développement», mettant l'accent sur le fait que la stratégie d'éducation des filles/femmes doit cibler en particulier les filles et les femmes qui ont de multiples désavantages comme celles qui sont handicapées, celles qui habitent dans les zones rurales, les pauvres des zones urbaines, celles qui vivent dans des ménages affectés par le VIH/Sida et dans des ménages dont le chef de famille est un enfant; les grosses précoces, les mères adolescentes, celles qui sont en situation de mariage forcé, les mariages précoces en raison de pratiques culturelles/religieuses, celles qui sont agressées sexuellement, et celles qui souffrent de la violence fondée sur le genre chez elles, pour aller et rentrer de l'école et dans les écoles.

Opérer un changement systémique et ancrer les principes d'équité, d'égalité et de qualité dans l'éducation nécessite d'appliquer à la fois des approches en amont et en aval. Étant donné que les États membres sont à différents stades de développement, il est nécessaire que chaque État membre donne la priorité à un choix de domaines d'intervention à partir du menu indiqué ci-après lorsqu'ils élaborent leurs propres plans et programmes d'éducation. Bien qu'un certain nombre de domaines aient été mis en œuvre avec succès dans certaines régions d'Afrique et soient connus pour avoir apporté une transformation positive, les États membres doivent faire leur choix en fonction de leurs besoins, de leur contexte et de leurs ressources disponibles. Il est donc important que chaque État membre utilise les leçons disponibles, dans le cadre de la priorité renouvelée envers l'éducation des filles et l'inclusion, pour améliorer leurs propres systèmes. Les États membres sont spécialement

encouragés à prioriser l'inclusion des plus désavantagées et marginalisées, afin de combler l'écart en matière d'apprentissage entre les filles qui ont des désavantages multiples, notamment les filles économiquement défavorisées, les orphelines, les pauvres des zones rurales, celles qui sont handicapées, les réfugiées, celles qui sont déplacées à l'intérieur de leur pays et celles qui vivent dans des pays en situation de conflit et de post-conflit.

2.1 Vers le développement d'un Apprentissage de qualité et d'Écoles amies des enfants (EAE)

Promouvoir l'égalité des genres en classe nécessite un environnement intégrant tous les élèves et la dimension genre qui favorise l'apprentissage à tous les niveaux, où le cadre d'apprentissage est sûr, sain et proactif, doté d'enseignants formés, de ressources d'enseignement et d'apprentissage adéquates et qui offre des conditions physiques, affectives et sociales appropriées pour l'apprentissage. Au sein d'un tel environnement, les droits des filles et des garçons sont protégés et leurs voix sont entendues. Les cadres d'apprentissage doivent être un havre permettant aux filles et aux garçons d'apprendre et de grandir, avec le respect inné de leur identité et de leurs divers besoins. Une école amie des enfants dans sa totalité doit faire référence aux principes et aux normes des droits de l'homme, promouvoir l'inclusion, la prise en compte de la dimension genre, la tolérance, la dignité et l'autonomisation personnelle. Là où les écoles amies des enfants fonctionnent bien, un partenariat est établi entre les écoles et la communauté pour résoudre et compenser les défis qui pourraient rendre difficile aux filles et aux garçons de s'inscrire à l'école, de la fréquenter régulièrement et de réussir leurs études.

Au niveau national, les gouvernements doivent encourager l'élaboration de cadres réglementaires relatifs à la gratuité de la scolarité, adopter des réglementations qui encouragent l'intégration des filles et des garçons handicapés dans les écoles ordinaires, permettre aux filles enceintes d'achever leurs études, et mandater les établissements d'éducation/formation pour permettre aux filles et aux garçons ayant le VIH/Sida de fréquenter l'école et de continuer à apprendre. Il faut insister sur le fait que les stratégies spécifiques ciblant les filles et les femmes n'excluent pas automatiquement les garçons et les hommes et que dans la plupart des cas, les deux sexes bénéficient de

mesures équitables. Toutefois, dans certains États, les garçons et les hommes peuvent être plus défavorisés et par conséquent la même approche ciblée doit être appliquée pour les garçons et les hommes.

2.2 Développement de la petite enfance: bases intégrant le genre

L'éducation préscolaire est l'un des moyens d'assurer la durabilité en intégrant le genre dans et à travers l'éducation. Le développement de la petite enfance offre le moyen systématique au potentiel le plus important d'influencer de manière plus consciente et constructive les compétences sociales, les valeurs fondamentales et les attitudes des enfants, notamment en neutralisant les stéréotypes de genre avant qu'ils ne deviennent un ensemble de manières inconscientes de penser et de se comporter. Par conséquent, il est important que chaque État membre élabore des politiques, des stratégies, des curricula et des programmes de genre intégrés pour l'éducation préscolaire, centrés sur la transformation de l'enfant, des parents et des communautés et sur la création d'espaces sûrs et amis des enfants pour les soins, l'éducation et le développement de la petite enfance. La recherche a mis en lumière certaines stratégies clés qui peuvent marcher dans les pays africains pour mettre en place des bases intégrant le genre. Les États membres doivent mettre en place des mesures pour les adopter/adapter et les mettre à l'échelle selon les contextes nationaux.

La lettre d'information de l'Initiative de développement et de protection de la petite enfance confirme l'importance du DPE pour les filles¹¹. Le développement de la petite enfance est important pour que les filles et les garçons aient des bases solides pour améliorer leur développement cérébral durant les 24 à 36 premiers mois de leur vie. On a observé que la stimulation précoce, la socialisation de genre et les compétences sociales sont la clé pour déverrouiller certaines inégalités que l'on observe actuellement dans

l'apprentissage. La recherche sur le DPE, analysant les liens avec la qualité de l'éducation et l'équité plus tard dans la vie, conclut que les initiatives de DPE sont particulièrement efficaces pour accroître le nombre d'inscriptions en première année de primaire et les taux d'obtention de diplômes dans le supérieur, réduire les redoublements et les abandons, accroître le nombre de filles scolarisées et améliorer le comportement intrapersonnel et interpersonnel.¹² L'étude jamaïcaine démontre l'importance d'intégrer la nutrition et la stimulation précoce dans le DPE et elle a montré des résultats étonnants en termes d'augmentation du développement cognitif et des résultats positifs à long terme dans le revenu moyen des adultes.

Un message clé de la collection Lancet sur Faire avancer le DPE: «De la science à la mise à l'échelle»,¹³ est que: «Le cerveau humain se développe plus rapidement de la conception à l'âge de 2 à 3 ans qu'à tout autre moment de la vie». C'est aussi le moment où les enfants répondent le plus facilement aux interventions. Le développement des jeunes enfants dépend des soins nourriciers (définis d'un point de vue fonctionnel comme les soins qui assure la santé, la nutrition, les soins réceptifs, la sûreté, la sécurité et l'apprentissage précoce).

2.3 Éducation en situation d'urgence (EIE)

Dans les régions en situation d'urgence et difficiles à atteindre, la stratégie pour l'égalité des genres doit être considérée comme une interface entre l'éducation et la protection : la restauration de la dignité des filles et des femmes, et l'affirmation de la valeur intrinsèque des garçons et des jeunes en particulier durant la violence, la fourniture d'un havre de sécurité dans les espaces scolaires et une tribune pour la promotion de l'édification de la paix, la réintégration des enfants-soldats, la mobilisation sociale et la communication. Dans certains pays membres de l'UA, les conflits, les crises et dans certains cas les catastrophes

11 Childhood in Africa newsletter of the Africa Early Childhood Care and Development Initiative (Lettre d'information de l'Initiative de développement et de protection de la petite enfance), numéro IV, janvier 2011. Site Internet : <http://www.ecdgroup.com/pdfs/Africa%20ECCD%20Newsletter%204%20Jan%202011.pdf>. Consulté en décembre 2016.

12 GTZ. Novembre 2009. "Getting the basics right: Contribution of Early Childhood Development to Quality, Equity and Efficiency in Education." Sur le site Internet: <http://www.arneec.net/ecd-resources/getting-basics-right-contribution-early-childhood-development-quality-equity-efficiency-education/> Consulté en décembre 2016.

13 Early Childhood Development : the foundation of sustainable development. www.thelancet.com. Publié en ligne le 4 octobre 2016. [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(16\)031659-2](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(16)031659-2). Consulté en janvier 2017.

naturelles comme la sécheresse et les inondations ont interrompu brutalement l'éducation, et privé les filles et les garçons, les adolescents et les adolescentes et les jeunes hommes et femmes de la possibilité de continuer leur scolarité, les privant ainsi de leur droit d'apprendre. À cet égard, les États membres doivent organiser la sécurité des écoles/espaces scolaires pour soutenir les campagnes « Aller à l'école/Retourner à l'école/Rester à l'école », et les stratégies visant à accroître la participation continue des filles et l'égalité des genres en matière d'accès et de rétention des filles, des garçons, des adolescents, des jeunes hommes et femmes, qui incluent : les programmes de réintégration pour les femmes et les hommes, les jeunes, et les enfants-soldats ; l'offre de programmes de soutien psychosocial pour ceux qui sont affectés par la violence, les enfants-soldats (filles et garçons) et les jeunes combattants, les femmes et les hommes ; la promotion de l'édification de la paix, de mesures de protection et de programmes de guérison qui peuvent varier selon le contexte et la culture ; et la reconstruction de l'infrastructure scolaire.

Ces campagnes sont des plaidoyers intenses et des efforts de communication visant à mobiliser les filles et les garçons, les jeunes, les communautés, les gouvernements, les ONG, les organisations confessionnelles et les partenaires du développement, pour s'assurer que la scolarité se poursuive et que les filles et les garçons, les adolescentes et les adolescents, les jeunes, et les hommes et les femmes sont scolarisés et restent à l'école. Ces initiatives sont particulièrement importantes pour relancer l'éducation, en particulier dans les régions fragiles, en situation de conflit et de post-conflit. Mobiliser les communautés et galvaniser les ressources en faveur des campagnes scolaires « Aller à l'école/Retourner à l'école/Rester à l'école » aide à guérir les sociétés, à les remettre sur la voie du rétablissement et de la normalité et à leur rendre l'espoir d'un futur plus pacifique et prospère.

2.4 Priorité à l'apprentissage et l'amélioration des résultats scolaires des filles et des garçons

Bien que les défis de l'environnement africain exigent une campagne immédiate en faveur de l'expansion de l'accès, l'amélioration du nombre d'inscriptions scolaires ne sera durable que si des efforts équivalents sont faits pour développer la qualité et édifier des systèmes éducatifs durables qui promeuvent

l'apprentissage tout au long de la vie. Le paradigme mondial des résultats d'apprentissage cible les résultats d'apprentissage des élèves, l'amélioration des pratiques d'évaluation et le recentrage des missions institutionnelles sur l'apprentissage des élèves. Compte tenu des données probantes disponibles sur les résultats scolaires des filles, il est important de faire campagne en faveur de l'égalité des genres dans tous les aspects de l'éducation, y compris la qualité de l'apprentissage et de bons résultats d'apprentissage.

Par conséquent, il est important que les États membres mettent en place des systèmes qui renforcent les performances du système éducatif en opérationnalisant le paradigme mondial de résultats d'apprentissage de qualité. Bien que reconnaissant l'importance des évaluations de l'apprentissage menées au moyen d'examens de fin d'année/cycle, la stratégie pour l'égalité des genres est délibérément centrée sur l'évaluation au service de l'apprentissage en tant que stratégie pour accroître la qualité. C'est avant tout un outil puissant qui peut être utilisé pour fournir des données sur les progrès accomplis par les filles et les garçons, les jeunes, les hommes et les femmes, sur ce qu'ils savent et peuvent démontrer, sur ce qu'ils peuvent créer, et sur la façon dont ils peuvent innover grâce au processus d'apprentissage. L'évaluation au service de l'apprentissage comprend, entre autres, que mieux connaître la façon dont les apprenants apprennent conduirait à améliorer l'enseignement. Cependant, l'évaluation au service de l'apprentissage est inutile si ses résultats ne sont pas utilisés pour informer les processus pédagogiques et d'apprentissage et la prise de décision en vue d'améliorer les résultats scolaires de l'apprenant. Les États membres doivent donc fournir un soutien à la revitalisation de processus d'évaluation au service de l'apprentissage favorable au genre, afin d'améliorer l'apprentissage et d'aider à façonner l'enseignement. Ceci impliquera de mettre en place des mesures pour intégrer l'évaluation dans l'enseignement, y compris l'élaboration de lignes directrices relatives à l'évaluation au service de l'apprentissage/évaluation continue, d'instruments simples adaptés aux apprenants que les écoles pourront utiliser. Ainsi que :

- Aligner les systèmes (groupes d'écoles, districts, etc.) pour inclure des tests communs d'évaluation au service de l'apprentissage, favorables au genre, élaborés au moyen de processus rigoureux, et des tests qui sont fiables et valides ;

- Offrir des possibilités aux enseignants, animateurs, inspecteurs, superviseurs d'élaborer des tâches d'évaluation et des tests favorables au genre dans les écoles et les autres systèmes alignés; et
- Recueillir régulièrement des données sur les résultats d'apprentissage.

La lecture dans les petites classes s'est aussi avérée être une stratégie essentielle pour les futurs résultats scolaires des filles et des garçons, car elle est le fondement de tous les autres aspects de l'apprentissage, y compris les filles en STEM. Elle donne aux filles et aux garçons la confiance nécessaire pour obtenir de meilleurs résultats : quand ils savent lire ils obtiennent de meilleurs résultats en STEM.¹⁴ À cet égard, chaque État membre doit identifier la méthodologie de la lecture dans les petites classes qui marche le mieux dans leurs langues respectives.

2.5 Les filles et les STEM en Afrique

Il a été établi que dans la plupart des États membres africains, les filles obtiennent des résultats inférieurs à ceux des garçons en STEM. Selon l'UNESCO, malgré les efforts menés au cours de 15 dernières années pour promouvoir les STEM pour les filles et les femmes, les progrès ont été lents et malheureusement, les femmes et les filles continuent d'être exclues d'une pleine participation en science. L'UNESCO fait référence à certaines statistiques qui indiquent que la probabilité qu'une étudiante obtienne une licence, un master ou un doctorat dans des domaines liés à la science est respectivement de 18 %, 8 % et 2 %, alors que la probabilité des étudiants s'élève à 37 %, 18 % et 6 %.¹⁵ Ces statistiques montrent que les filles et les femmes africaines feront face à une concurrence serrée pour accéder aux entreprises et aux emplois à mesure que l'économie continuera à se mondialiser.

On dit également que l'Afrique sera le foyer d'une renaissance technologique, quand les pays étendront leurs infrastructures dans tous les domaines du développement. Au cours des dix prochaines années, l'Afrique sera

profondément impactée par les changements en matière d'information et de technologie. Il est par conséquent impératif que tous les Africains de la génération actuelle, y compris les filles, les adolescentes et les jeunes femmes, poursuivent des carrières et créent des entreprises dans le domaine des STEM. L'enseignement des STEM consiste à développer des bases adéquates en mathématiques et en science chez les filles, les garçons et les jeunes pour qu'ils soient compétitifs sur le marché du travail du 21^{ème} siècle. Par ailleurs, ONU Femmes note que : « La technologie influence la jouissance de presque tous les droits, presque chaque aspect de la société, tous les secteurs du programme de développement, et toutes les dimensions de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des genres. C'est une source de solutions et d'opportunités ».¹⁶ L'UA a répondu de manière positive au défi en promouvant les STEM en Afrique. En 2014, dans la Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique 2024 (STISA-2024), l'UA reconnaît la nécessité et l'importance de la science et de la technologie dans le développement de l'Afrique. La stratégie souligne la nécessité que les États membres de l'UA, les Communautés économiques régionales et d'autres partenaires clés contribuent à accroître la visibilité des STEM et développent une culture des STEM chez les citoyens africains.¹⁷

Les États membres africains doivent promouvoir délibérément et de manière urgente la socialisation de genre pour les STEM et déconstruire les stéréotypes des systèmes dans lesquels les filles et les garçons jouent, apprennent et grandissent. À travers l'Afrique, chez eux, dans les écoles, sur les lieux de travail et à travers les histoires que l'Afrique raconte, les États membres africains doivent réfléchir et créer un environnement propice où les filles peuvent réussir en science, de façon à ce que leur probabilité de réussite soit à la hauteur de leurs capacités.

- Le développement de la petite enfance est l'une des clés pour encourager les filles à étudier les STEM. Il est important, tant pour les filles que pour

14 Breakthrough to Literacy (BTL). <https://www.changemakers.com/educationafrica/entries/breakthrough-literacy>. Consulté en novembre 2016.

15 UNESCO. Journée internationale des femmes et des filles de science, 11 février 2017, Discours à l'Assemblée générale, NY. NY. Consulté en mars 2017.

16 Mme Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive de ONU Femmes, visite en 2015 en Afrique du Sud où elle a interagi avec Techno Girls. L'initiative est conçue à travers le mentorat, les affectations et le conseil pour aider les filles à faire des choix éclairés de carrière, en mettant l'accent sur les domaines des STEM. Consulté en février 2017.

17 UA. 2014. Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique 2024 (STISA-2024) : Site Internet : <https://www.au.int>. Consulté en novembre 2016.

les garçons, d'avoir des bases solides dès la conception pour améliorer leur développement cérébral durant les 24 à 36 premiers mois de leur vie. On a constaté que la stimulation précoce, la socialisation de genre et les compétences sociales sont la clé pour lutter contre certaines inégalités que l'on observe actuellement dans l'apprentissage dans le cycle primaire, l'EFTP, les cycles secondaire et tertiaire de l'enseignement, y compris en STEM, et même à l'âge adulte.¹⁸ De même, la recherche mondiale¹⁹ a démontré l'importance de l'apprentissage de la langue et de l'alphabétisme (lecture, mathématiques/calcul/science, jeu, expérimentation et écriture), car le développement commence dans les 3 premières années de la vie et est étroitement lié aux premières expériences que l'enfant acquiert grâce à l'exploration de son environnement, l'interaction avec les personnes, les livres et les histoires. Cette connaissance de l'alphabétisme précoce et du développement des STEM complète les recherches actuelles soulignant le rôle essentiel des expériences précoces pour façonner le cerveau et son développement.²⁰

- Les enseignants ont un rôle important dans la perpétuation ou le changement des normes de genres dans les STEM, et cet aspect doit par conséquent être inclus à la fois dans la formation initiale des enseignants et leur développement professionnel continu.
- Accroître le nombre d'enseignantes en STEM qui serviront également de modèles aux filles pour démystifier les stéréotypes de genre en STEM
- Il est essentiel de créer un réseau national, sous-régional et africain opérationnel d'enseignants de STEM, de mentors et de conseillers pour aider les jeunes, spécialement les filles, à poursuivre la carrière de leur rêve en STEM.

Repenser la science dans le cadre curriculaire : il est important d'explorer des moyens par lesquels le curriculum, à travers toute approche, pourra

mieux soutenir l'avancement d'une économie basée sur la science. Le cadre curriculaire doit poser des questions critiques comme : « Dans 10, 20 50 ans, qu'exigera le monde des entreprises de la génération actuelle et future, et quels sont les facteurs motivant cette exigence ? Comment les STEM peuvent-ils être utilisés de manière optimale pour faire avancer la créativité et l'innovation pour 2063 ? Ensuite, commencer immédiatement à mettre en œuvre ces solutions. Les questions ayant trait aux filles dans les STEM sont les mêmes que celles liées aux filles dans l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP). CESA 16-25 note que la participation féminine dans l'EFTP est faible ainsi que les résultats des filles. En réponse au défi de l'EFTP, l'UA a une stratégie continentale pour l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP)²¹. Il convient de noter que la plupart des États membres devront travailler davantage en vue de développer les compétences professionnelles du 21^{ème} siècle, intégrer les politiques et les programmes d'EFTP dans les systèmes nationaux, et financer l'EFTP.

2.6 Développer et renforcer les partenariats pour l'égalité des genres

2.6.1 Favoriser le leadership à vocation de transformation: afin de soutenir l'intégration des valeurs d'égalité des genres dans et à travers l'éducation, il est nécessaire que les États membres de l'UA fassent preuve d'une forte volonté politique, s'engagent en faveur de la mise en œuvre, et construisent un leadership à vocation de transformation pour maintenant et pour l'avenir. Par conséquent, il est nécessaire que les États membres de l'UA prennent des mesures pour élaborer des stratégies axées sur la réduction des disparités entre les genres dans le leadership de l'éducation à tous les niveaux de l'enseignement en vue d'accroître la participation des élèves/étudiantes et

18 Gertler, Paul. Jamaican study shows early childhood stimulation intervention yields later earnings benefits on : <http://news.berkeley.edu/2014/05/29/study-shows-early-childhood-stimulation-intervention-in-jamaica-yields-later-earnings-benefits/>. Consulté en décembre 2016.

19 Early Language and Literacy development on <https://www.zerotothree.org/resources/401-early-language-and-literacy-development>. Consulté en novembre 2016

20 The New York Academy of Sciences. Shaping the Developing Brain: Prenatal through Early Childhood on <http://www.nyas.org/Events/Detail.aspx?cid=4757ae98-7fa3-4f07-a77d-d8693dd50a42>. Consulté en décembre 2016.

21 UA. 2014. Stratégie continentale pour l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) pour favoriser l'emploi des jeunes en Afrique. Site Internet : <https://au.int>. Consulté en novembre 2016.

des enseignantes dans le leadership scolaire de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. Les États membres doivent par conséquent :

- reconnaître le potentiel des jeunes pour devenir la génération actuelle et suivante de leaders de l'égalité des genres et offrir des possibilités de développer les capacités leadership des filles, des garçons et des jeunes pour leur donner les moyens de diriger cette transformation en faveur du genre dans et à travers l'éducation ;
- prendre des mesures concrètes pour intégrer les principes d'égalité des genres dans les systèmes éducatifs, dans le développement de systèmes à vocation de transformation, et dans le développement du leadership et de la gestion de l'éducation ;
- renforcer le rôle de leadership des femmes dans la transformation en faveur du genre et la gestion des systèmes éducatifs, en augmentant le nombre et en améliorant la qualité des femmes dirigeantes et gestionnaires de l'éducation à tous les niveaux ;
- renforcer les objectifs d'égalité des genres en matière de leadership par le biais du financement par actions et le genre, en incluant un mélange de mesures éducatives, économiques et de protection sociale pour réduire les disparités au sein des contextes nationaux et dans les situations instables, de conflit et de post-conflit afin d'accroître l'accès et la participation à la gestion de l'éducation ;
- intégrer les principes d'égalité des genres dans les curricula, ainsi que dans les cadres et les réglementations politiques et juridiques sectorielles relatifs à la gestion et à la coordination des liens avec d'autres secteurs comme la santé, la nutrition, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la justice, la protection infantile, le bien-être social, la protection sociale et la sécurité ; et
- intégrer la dimension genre dans la recherche, l'assurance qualité et les systèmes de suivi et d'évaluation.

2.6.2 Partenariats stratégiques pour l'égalité des genres: on attend des pays membres qu'ils établissent des partenariats stratégiques sur la base des orientations du FAWE, de l'UNGEI et du PME avec un objectif précis, des Termes de Référence (TdR) et des principes de partenariat pour renforcer

les mécanismes de coordination et de partage de l'information. Le principe directeur doit être la participation significative des filles, des garçons et des jeunes aux partenariats. Les partenariats doivent avoir un objectif précis :

- insister sur la clarté du leadership de l'instance dirigeante, et sur le fait que l'entité qui dirige l'établissement du partenariat, quelle que soit, doit être reconnue, avoir la confiance des partenaires et avoir les moyens d'agir ;
- être bâtis sur une vision partagée et commune et des principes de service convenus mutuellement. Le cadre de partenariat doit être négocié, révisé fréquemment et approuvé par les membres. Chaque partenaire doit approuver l'objectif et les résultats du partenariat. Ceci aidera le partenariat à définir un but commun et un engagement partagé ;
- adopter un mécanisme de prise de décision qui sera appliqué en conséquence, avec des objectifs, résultats escomptés et modalités d'intervention décidés en commun, et qui sera compris par chaque partenaire ;
- les objectifs et centres d'intérêt de chaque organisation partenaire sont clairement formulés et définis, et ils sont compris par les autres partenaires ;
- adopter un Cadre stratégique de partenariat ;
- élaborer des Termes de référence (TdR) précis, inclure le suivi de l'exécution budgétaire pour s'assurer que ce qui est énoncé se produise réellement en appliquant un cadre de suivi et d'évaluation des résultats et de communication ;
- être basés sur la responsabilisation mutuelle, faire référence aux principes et aux normes des droits de l'homme et aux Objectifs de développement durable (ODD 4 et 5 et leurs cibles respectives) qui figurent dans l'Annexe 3, pour un dialogue et une planification qui soient efficaces, prennent en compte la dimension genre, et soient inclusifs ;
- exiger que la définition des objectifs communs, du rôle/fonction et de la mission soit établie par les partenaires; et
- être liés aux autres secteurs, programmes et stratégies comme le DPE, STISA, l'EFPT, la santé, la nutrition, l'assainissement, l'eau, le travail, la

protection infantile, le bien-être social, la sécurité, et les systèmes de justice pour l'édification de la paix.

Le partenariat doit s'assurer que l'égalité des genres est intégrée dans les politiques, les instruments juridiques, les réglementations et les activités du secteur éducatif et des autres partenaires stratégiques concernés, et dans leurs cadres.

Sur la participation significative des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes: il existe des plateformes de jeunes réussies, comme le Mouvement pour l'éducation des filles (GEM ou Girls Education Movement) et le Mouvement pour l'éducation des garçons (BEM ou Boys Education Movement), qui ont travaillé et obtenu des résultats en matière d'égalité des genres en Ouganda et en Afrique du Sud. La participation des adolescents et des jeunes dans un certain nombre de pays africains a contribué à accroître de manière significative le nombre d'inscriptions dans les cycles primaire et secondaire en Ouganda et en Afrique du Sud.

Il est important que les générations travaillent ensemble de manière inter, intra et transgénérationnelle pour atteindre des résultats durables.

2.7 Le genre dans le financement de l'éducation, évaluation des coûts et budgétisation

Selon le Département des opérations et de l'évaluation de la Banque africaine de développement, certaines bonnes pratiques existent et de possibles options futures sont disponibles pour intégrer l'égalité des genres dans l'éducation et d'autres secteurs. Toutefois, la Banque note qu'il existe une lacune sur les connaissances d'évaluation sur le continent africain²². Selon la BAD, cette lacune, que l'on désigne par le terme « évaporation politique », est imputable à l'absence d'appui régulier et constant du leadership à l'intégration du genre. Le même rapport d'évaluation de la BAD a indiqué les contraintes suivantes : l'absence d'intégration systématique de l'égalité des genres qui produit des

résultats limités ou mauvais, l'insuffisance du financement et la mauvaise affectation des ressources humaines. Le rapport signale également des défis relatifs à l'incohérence des approches en matière d'établissement des rapports, du suivi et de l'évaluation de ce qui a été appris. Il a constaté que l'égalité des genres peut être intégrée à l'étape de conception des programmes, mais qu'elle se réduit en peu de chagrin durant la mise en œuvre à cause de mauvaises pratiques de suivi et d'évaluation, lesquelles finissent par rendre invisibles les résultats liés au genre, avec une mauvaise boucle de rétroaction pour promouvoir la voie à suivre en matière d'égalité des genres et pour les conceptions futures. Selon le rapport, ceci est aggravé par le manque d'expertise en matière de genre au niveau des États membres, et un financement insuffisant pour financer l'égalité des genres dans les approches d'appui sectorielles et programmatiques. À la lumière de ces données factuelles, il est important que les États membres utilisent ces évaluations, et d'autres évaluations similaires, pour améliorer l'établissement des rapports sur les résultats et l'apprentissage en intégrant systématiquement le suivi et l'évaluation.

- Les États membres doivent par conséquent :
- adopter une approche à deux volets de budgétisation de l'égalité des genres, intégrant l'égalité des genres dans tous les sous-secteurs et lignes budgétaires tout en autorisant en même temps une réserve de 2 % du total pour permettre l'équité et l'inclusion ;
- intégrer la dimension genre dans le cadre des dépenses publiques/de budgétisation du genre et apprendre les uns des autres en tant qu'Africains. Le Cadre de l'Éthiopie sur la budgétisation du genre pour l'éducation²³ est un exemple d'intégration du genre dans les dépenses publiques, avec des leçons au niveau des pays. Pour les États membres, ceci impliquerait d'adapter le cadre de résultats/indicateurs pour s'aligner sur l'Agenda 2063 et de cibler spécialement les trois stratégies clés: 1) CESA 16-25²⁴; 2) Stratégie continentale pour l'Enseignement et la

22 Groupe Banque africaine de développement, Département d'évaluation des opérations. 2012. Rapport de synthèse. Mainstreaming Gender Equality: A Road to Results or a Road to Nowhere. Site Internet : <http://www.operationsevaluation.afdb.org>. Consulté en novembre 2016.

23 MEDF, MEN en collaboration avec l'UNICEF, British Council. n.d. Guidelines for Gender sensitive budgeting for girls' education in Ethiopia. PDF. Site Internet : <https://www.eldis.org/go/home&id=68941&type=Document>. Consulté en novembre 2016.

24 AU. 2015. Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016–2025 (CESA 16-25). Site Internet : <https://au.int>. Consulté en novembre 2016.

Formation Techniques et Professionnels (EFTP) pour favoriser l'emploi des jeunes en Afrique;²⁵ 3) Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique 2024²⁶, qui sont toutes en soutien aux États membres ;

- améliorer la planification pour accélérer et étendre la fourniture d'éducation à toutes les filles, les garçons, les jeunes, les hommes et les femmes, au sein d'un cadre complet et budgétisé pour tous les niveaux d'enseignement, du DPE à l'enseignement primaire, à l'EFTP, à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur ;
- élaborer un plan d'action en vue de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'éducation²⁷ sur le pacte de financement centré sur la Performance, l'Innovation, l'Inclusion et le Financement.
- élaborer des mécanismes de budgétisation et de financement de l'égalité des genres et des questions connexes dans le secteur éducatif.
- mobiliser des ressources nationales pour l'égalité des genres dans l'éducation et affecter des ressources pour l'éducation et d'autres secteurs étroitement liés à l'éducation, comme la santé et la nutrition, et dépenser davantage d'argent, plus tôt et plus intelligemment — investir plus et mieux de ressources nationales en faveur du DPE/EPU/ESU, des STEM, et de l'EFTP en affectant spécialement des fonds pour les STEM, l'EFTP, les innovations éducatives et l'enseignement supérieur pour les filles²⁸ ;
- une utilisation améliorée et appropriée du financement consacré à l'éducation, en veillant à ce qu'il soit mieux utilisé, en ciblant spécialement

l'apprentissage et l'inclusion des filles, des personnes handicapées, défavorisées et marginalisées ;

- apprendre d'autres approches et de cadres qui dépassent le système éducatif et qui ont trait aux résultats de l'éducation sur le marché du travail, ce qui est essentiel et conforme aux aspirations de l'Agenda 2063. Citons notamment l'approche de la Stratégie du Groupe Banque mondiale (FY 16-23) sur l'égalité des genres, la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive²⁹ qui, avec sa référence aux ODD, met l'accent sur le fait que les sociétés ne peuvent se développer de manière durable que si elles transforment la distribution des opportunités, des ressources et des choix entre les garçons et les filles, qui est reconnue comme une bonne approche de développement. Le cadre stratégique de la Banque mondiale pour l'Afrique contient un pilier qui appelle à investir en faveur des jeunes et de la jeunesse pour briser les cycles intergénérationnels de l'inégalité des genres. Ce pilier cible les adolescentes en les encourageant à rester à l'école, en les encourageant à s'engager à se former et à lutter contre l'inégalité institutionnalisée des genres³⁰. Cette Initiative en faveur de l'éducation des filles soutenue par le Groupe Banque mondiale est un partenariat public-privé qui promeut la transition des adolescentes de l'école à un emploi productif par le biais d'interventions novatrices et d'innovations qui sont pilotées, expérimentées et mises à l'échelle si elles s'avèrent réussies;
- une autre stratégie prometteuse qui dépasse le périmètre du système éducatif est le Cadre Oxfam du Royaume-Uni sur la justice de genre et les

25 UA. 2014. Stratégie continentale pour l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) pour favoriser l'emploi des jeunes en Afrique. Site Internet: <https://au.int>. Consulté en novembre 2016.

26 UA. 2014. Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique 2024 : Site Internet: <https://au.int>. Consulté en novembre 2016.

27 Commission internationale sur le financement de l'éducation et Gordon Brown. 17 octobre 2016 Le rapport sur la génération apprenante et la table ronde à NY le 18 octobre 2016 : construire la « génération apprenante ». Site Internet: <http://www.un.org/sustainable-development/education>, et <https://gemreportunesco.wordpress.com>. Consulté en décembre 2016.

28 Commission internationale sur le financement de l'éducation et Gordon Brown. 17 octobre 2016 Le rapport sur la génération apprenante et la table ronde à NY le 18 octobre 2016 : construire la « génération apprenante ». Site Internet: <http://www.un.org/sustainable-development/education>, et <https://gemreportunesco.wordpress.com>. Consulté en décembre 2016

29 Groupe Banque mondiale 2015. Groupe Banque Mondiale. Stratégie de genre (FY16-23). Gender Equality, Poverty Reduction and Inclusive Growth. Washington, DC. Site Internet de la Banque mondiale : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23425> Licence: CC BY 3.0 IGO. Consulté en novembre 2016.

30 Banque mondiale. 2014. Improving Gender Equality in Africa. DOSSIER. <https://www.worldbank.org>. Consulté en novembre 2016

droits des femmes.³¹ Le cadre Oxfam du Royaume-Uni est centré sur : 1) la participation féminine et le leadership à vocation de transformation; 2) la violence contre les femmes et les filles; et 3) l'autonomisation économique des femmes ; et

- renforcer l'Observatoire africain de l'éducation pour être capable d'élaborer des outils pertinents de collecte et d'analyse des données qualitatives et quantitatives, et former les États membres en conséquence.

2.8 Système d'Information sur la Gestion de l'Éducation (SIGE)

Pour que la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 fonctionne effectivement, il est nécessaire d'aborder les questions relatives aux données, aux statistiques et à la recherche dans le système éducatif. Il est également nécessaire de renforcer la base de données probantes pour inclure à la fois les données quantitatives, ventilées par sexe et spécifiques au genre. Actuellement, le principal outil du système de notification utilisé par les ministères de l'Éducation des États membres est le SIGE. Le SIGE a ses forces, mais certains de ses modules présentent aussi des défis. Les bases de données SIGE ont généralement de bonnes données quantitatives, mais elles ne capturent pas de manière adéquate les aspects qualitatifs et les nuances qui sont essentiels pour les stratégies d'égalité des genres dans et à travers l'éducation. Par conséquent, le SIGE lui-même, en tant que base de données, ne suffit pas pour intégrer efficacement l'égalité des genres. Les modules SIGE ne capturent pas et ne fournissent pas les données requises nécessaires à un système de planification et de gestion de l'information intégrant la dimension genre et inclusif. Les données SIGE sont exclusives en ce sens que la plupart des bases de données ciblent uniquement le système scolaire et n'incluent pas normalement les filles et les garçons, les adolescents, les jeunes non scolarisés et les hommes et les femmes sans formation. Le SIGE ne capture pas de manière adéquate et efficace l'éducation non formelle et les programmes d'alphabétisation et il présente des lacunes en ce qui concerne les indicateurs du développement de la petite enfance. Le SIGE n'est pas efficace pour les

cadres des situations d'urgence, de conflit et de post-conflit, parce qu'il n'intègre pas la cartographie des installations et des infrastructures éducatives. Actuellement et à la lumière de la numérisation, on constate une tendance vers la communication mobile dans quelques pays africains. Cependant, même quand elle existe, il s'agit essentiellement d'une phase pilote et de manière générale, le SIGE n'a pas exploité la croissance actuelle de la communication mobile dans les plateformes africaines. Dans la plupart des cas, le SIGE n'est pas lié à un système national/central de données ouvertes et par conséquent il n'est pas effectivement relié à d'autres bases de données – et ne leur parle pas – comme le Système d'Information sur la Gestion de la Santé (SIGS), le Système d'Information sur la Gestion de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de la nutrition, la justice, de la sécurité et du Travail (SIGT) qui ont une pertinence directe pour l'éducation des filles et des garçons, des adolescents, des jeunes, des hommes et des femmes.

Au regard de ces défis SIGE, il est important que les États membres complètent le SIGE avec d'autres outils, modules, méthodologies pour améliorer la qualité du système de données et de planification intégrant la dimension genre. Citons parmi les outils prometteurs de collecte des données :

a) Numérisation et utilisation des téléphones portables, des médias sociaux, etc. pour une collecte améliorée et en temps voulu des données: les téléphones mobiles et l'Internet deviennent courants sur l'ensemble du continent. Toutefois, la Banque mondiale note que les filles et les femmes y ont moins accès. La numérisation a pourtant le potentiel d'améliorer la qualité des données et la fourniture en temps voulu des données et de l'information pour le SIGE. On a constaté ce genre d'évolutions au Rwanda, en Ouganda, en Éthiopie, en Afrique du Sud, en Namibie, au Botswana et dans de nombreux autres pays africains. La numérisation devient également un outil dynamique pour améliorer la gestion des données et de l'information, en particulier dans les mains des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes.

31 Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/gender-justice#726bb3ea-b31c-4fbc-83d7-ce1305ba3054>. Consulté en novembre 2016.

b) Évaluation rapide d'espaces d'apprentissage (RALS) et cartographie.

La cartographie RALS apporte des connaissances sur les inégalités géographiques et régionales particulières et d'autres inégalités telles qu'elles peuvent être définies par les États membres. Le RALS apporte également des connaissances sur la façon d'aborder systématiquement les questions spécifiques relatives au genre en mettant en lumière certains facteurs de l'environnement qui affectent les filles de manière négative et les empêchent de fréquenter l'école régulièrement comme la distance, le terrain, la sûreté et la sécurité pour aller et rentrer de l'école; la distribution et aussi les inégalités entre les filles et les garçons dans le système éducatif; la cartographie SIG de la localisation et de la qualité des espaces d'apprentissage et du cadre d'apprentissage au sein des habitats naturels et humains; et relier les données spatiales et les données non spatiales révèle clairement les inégalités dans la planification et le développement national.

c) Inclusion des données spécifiques au genre dans les dimensions de l'exclusion des Enfants Non Scolarisés (ENS) et des jeunes.

Le cadre de conceptualisation des études sur les enfants non scolarisés a été produit par l'UNICEF et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) en 2010, dans le cadre de l'Initiative mondiale sur les enfants non scolarisés. Il repose sur l'idée des « Dimensions de l'exclusion », les cinq (5) et les sept (7) dimensions de l'exclusion présentent une conceptualisation utile des enfants et des jeunes qui ne sont pas scolarisés.

Comme noté précédemment, la majorité des ENS en Afrique sont des filles et il est donc important de mener trois analyses sur les ENS en vue de l'universalisation des enseignements primaire et secondaire. Plus spécifiquement, pour intégrer l'égalité des genres, il sera utile aux États membres de se concentrer sur les données spécifiques au genre en :

- partageant entre les États membres les données et les données probantes au niveau national sur les filles et les garçons, les adolescents et les jeunes qui ne sont pas scolarisés, et sur les filles et les garçons, les adolescents et les jeunes scolarisés mais qui sont les plus vulnérables face à l'abandon ;
- améliorant les données pour identifier les groupes vulnérables et marginalisés d'ENS en vue du ciblage et du financement;

- améliorant la qualité et la quantité des installations et des possibilités éducatives pour lutter contre les cultures et les pratiques d'exclusion dans les États membres ;
- améliorant les incitations pour une éducation inclusive et des normes élevées dans les écoles et chez les enseignants ; et
- identifiant et soutenant l'analyse des dépenses qui contribuent à aborder le défi et les besoins des ENS et des jeunes.

d) Outils de collecte des données pour l'inclusion des personnes handicapées

L'article 31 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées de 2006 encourage les États membres à recueillir les informations appropriées, y compris les données des statistiques et de la recherche, afin de leur permettre de formuler et de mettre en œuvre des politiques pour donner effet à la convention. Récemment, l'Agenda Éducation 2030 (Déclaration d'Incheon) est axé sur une éducation de qualité et l'inclusion et encourage les États membres à faire de même. La méthodologie de l'échelle de notation repose sur la Classification Internationale du Fonctionnement, du Handicap et de la Santé (CIF), élaborée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

- **Mesurer le fonctionnement de l'enfant:** le module sur le fonctionnement de l'enfant du Groupe de Washington/UNICEF, qui a été finalisé en 2016, couvre les filles et les garçons, les adolescents et les jeunes âgés de 2 à 17 ans et il évalue les difficultés fonctionnelles dans différents domaines incluant l'audition, la vue, la communication/compréhension, l'apprentissage, la mobilité et les émotions sur une échelle de notation. Il identifie les filles et les garçons par âge et lieu de résidence qui courent un risque plus élevé de connaître une participation limitée à l'apprentissage et à d'autres environnements. La série de questions est destinée à être utilisée par d'autres enquêtes, comme les enquêtes auprès des ménages et les recensements, et peut par conséquent compléter les données SIGE, ou un module peut être élaboré dans le cadre du SIGE.
- **Un module sur l'éducation inclusive est en cours d'élaboration:** l'équipe du Groupe de Washington/UNICEF élabore actuellement un autre module sur l'éducation inclusive pour évaluer le cadre scolaire, les interactions, les goulets d'étranglement et la participation. On attend de la méthodologie

de l'enquête qu'elle capture les attitudes des filles, des garçons et des adolescents handicapés, mais en insistant particulièrement sur les filles et les garçons handicapés. Concernant l'environnement, l'outil capturera l'accessibilité des espaces physiques, la disponibilité et le type de toilettes, et l'accessibilité aux autres activités au sein de l'environnement. L'autre partie de l'enquête portera sur les groupes non scolarisés pour approfondir la compréhension des obstacles.

Il est important que les États membres se familiarisent avec de tels développements et que les partenariats stratégiques sur l'égalité des genres participent à l'adaptation et l'administration de ces outils au niveau national et incorporent la perspective « genre » dans les outils et les processus.

Il est également nécessaire que les États membres renforcent leurs capacités à recueillir, à analyser, comprendre, utiliser et diffuser les données sur les filles, les garçons et les adolescents handicapés d'une manière qui soit exacte et comparable entre les différents cadres, pays et populations.

e) Renforcer l'Observatoire africain de l'éducation pour lui donner les moyens d'élaborer des outils appropriés pour recueillir des données qualitatives et quantitatives et les analyser, et former les États membres en conséquence.

2.9 Le genre dans la recherche

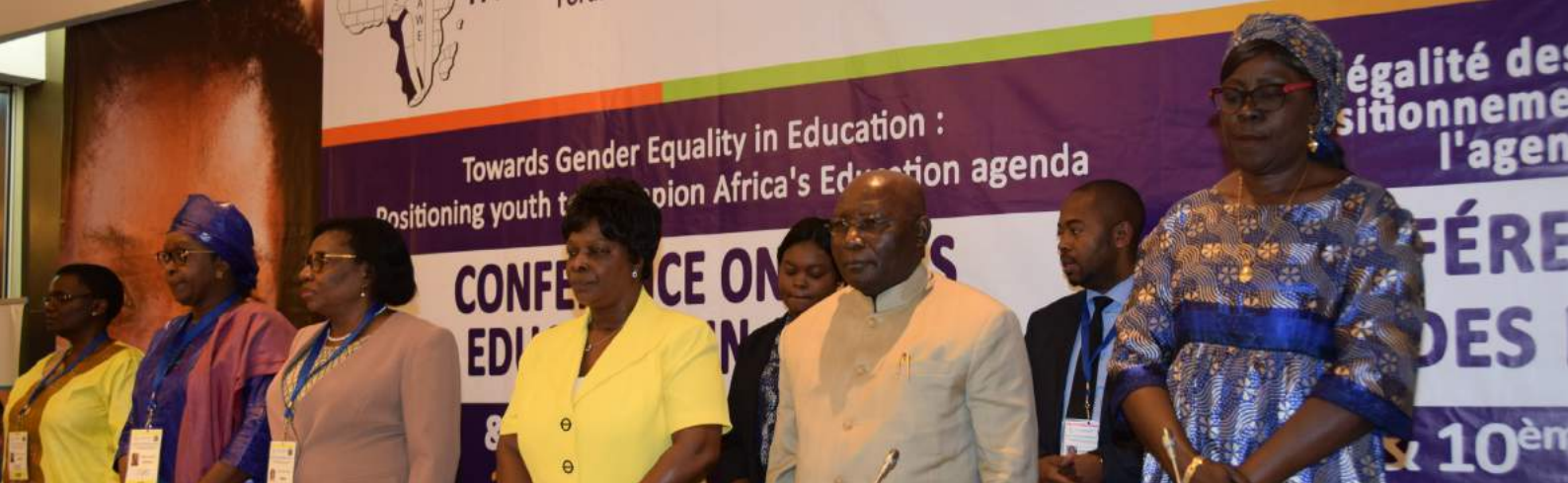
Il est important de mener des recherches pour éclairer et renforcer les données qualitatives pour compléter le SIGE. Ce type de recherches existe déjà au sein du FAWE et de ses partenaires. Le FAWE, par le biais de l'Initiative de recherche du FAWE³², est reconnu pour commander des études qui éclairent la formulation des politiques, l'interprétation et la programmation afin de renforcer les résultats de l'éducation des filles et des femmes en Afrique. La recherche place l'éducation intégrant la dimension genre au centre du développement socioéconomique de l'Afrique. L'Initiative de recherche du

FAWE met également en lumière les défis auxquels les filles et les femmes sont confrontées en situation d'apprentissage dans les établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. Le Volume 3 en particulier soulève des questions critiques qui démontrent la nécessité de renforcer les liens entre l'éducation et le monde du travail, ce qui est important pour l'autonomisation des filles et des femmes. D'autres partenaires clés du FAWE, comme le DfID à travers sa division sur la recherche et les données probantes, produisent des notes d'information relatives aux données probantes sur l'éducation des filles et l'égalité des genres³³. La théorie du changement est appliquée aux méthodologies et à l'analyse avec des cartes de données probantes. Les données probantes indiquent les possibilités de formulation de politiques et de réformes juridiques pour l'autonomisation des filles et des femmes à travers la promotion de l'égalité des genres dans et à travers l'éducation, car certains autres aspects et résultats de l'éducation sont externes à la scolarité.

- Ce type de recherche doit être utilisé dans la planification et l'intégration de l'égalité des genres au niveau national, et partagé avec les experts SIGE et de la planification pour compléter le SIGE et continuer à améliorer les modules SIGE.
- Pour améliorer la gestion des données et de l'information pour le suivi et l'évaluation, il est important que chaque État membre établisse des critères de référence avec des données ventilées et des données spécifiques au genre afin de fixer des cibles et des indicateurs pour suivre les progrès accomplis et évaluer l'impact. L'établissement de critères de référence peut être basé sur le résultat des différentes analyses, notamment l'analyse du secteur de l'éducation formelle. Les critères de référence aideront à fixer des cibles annuelles, bisannuelles, quinquennales et décennales, et à préparer le plan de suivi et d'évaluation.

32 FAWE. Initiative de recherche du FAWE vol.1, 2 et 3. Renforcer la recherche en genre pour améliorer l'éducation des filles et des femmes en Afrique. Site Internet : <https://www.fawe.org>. Consulté en novembre 2016.

33 DFID. Evidence Research and Evidence Division.2014. Girls' Education and Gender Equality. Site Internet : https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a089b540f0b652dd000380/Girls_Education_Evidence_Brief.pdf. Consulté en novembre 2016.



3. Orientation stratégique en vue de l'égalité des genres

3.1 Objectif de la stratégie

L'objectif principal de la stratégie est d'aider les États membres de l'UA à respecter les valeurs directrices et les principes de la politique sur le genre de l'UA, de créer des systèmes éducatifs intégrant la dimension genre qui ont un impact sur les futures relations entre les genres en modifiant les attitudes, les croyances et les pratiques des populations masculines et féminines vers la réalisation de l'égalité des genres, et « créer » des populations qui grandissent en se respectant mutuellement et en reconnaissant le rôle crucial qu'ils peuvent tous deux jouer pour réaliser l'égalité des genres. La stratégie pour l'égalité des genres le réalisera en :

1. aidant les États membres à adopter des approches stratégiques pour aborder les inégalités de genres et à mettre en place un mécanisme pour intégrer le genre dans les stratégies et les plans d'éducation à travers l'éducation, conformément à la vision de l'UA.

2. analysant les implications du genre, sa pertinence et son importance dans chacun des 12 Objectifs Stratégiques (OS) de CESA et en contribuant ainsi à améliorer la compréhension du positionnement de la perspective genre » dans les domaines d'intervention respectifs, y compris les façons d'opérationnaliser les cadres de suivi et d'établissement des rapports.

3.2 Mission et but de la Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25

Mission: S'assurer que « Les systèmes éducatifs africains fournissent des opportunités et des ressources équitables aux filles et aux garçons, aux jeunes, aux femmes et aux hommes pour leur permettre de développer leur potentiel et de réaliser pleinement leurs aspirations ».

Objectif: Veiller à ce qu'aucune fille et aucun garçon, aucun jeune, aucune femme et aucun homme ne soit privé de l'accès à une éducation de qualité et empêché de participer pleinement à l'apprentissage en fonction de son sexe.

3.3 Objectifs de la stratégie

Les États membres sont censés :

- 1) Permettre une participation multi-parties prenantes lors de l'application des dispositions de la stratégie pour l'égalité des genres pour intégrer le genre dans les stratégies, plans et programmes d'éducation ;
- 2) Intégrer des programmes de renforcement des capacités à l'intention de tout le personnel au sein des structures de mise en œuvre de CESA 16-25 sur les méthodes pour intégrer le genre dans leur travail ;
- 3) Allouer des ressources suffisantes, à la fois financières et humaines, pour promouvoir les interventions d'égalité des genres à tous les niveaux/sous-secteurs de l'enseignement, et au niveau du DPE/préscolaire, de l'enseignement primaire, de l'EFTP, de l'enseignement secondaire, supérieur, de l'informel, de l'ENF, de la formation et de l'alphabétisation ; et
- 4) Créer des opportunités de former et de développer de nouveaux dirigeants pour stimuler le programme d'égalité des genres, en ciblant spécialement la transformation des systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation de l'éducation.

3.4 Implications de genre des objectifs stratégiques de CESA 16-25

Les implications de genre de CESA 16-25, notamment le cadre des résultats escomptés, présentées dans l'annexe 1, fournissent une orientation aux États membres de l'UA pour l'élaboration de leurs propres plans, programmes et stratégies spécifiques pour intégrer les considérations relatives au genre dans les 12 objectifs stratégiques et domaines d'intervention respectifs, conformément au principe clé d'engagement recommandé dans CESA 16-25. Tout en reconnaissant qu'il existe des différences entre des États membres en matière de niveaux de développement, de disponibilité des ressources et de capacités techniques pour intégrer le genre dans leurs stratégies, plans et programmes, la Stratégie pour l'égalité des genres définit les normes minimales que les États membres devront respecter pour s'assurer que le genre est intégré dans chaque objectif stratégique de CESA 16-25. Les recommandations clés sont résumées ci-dessous :

OS1: Revitaliser la profession enseignante afin d'assurer la qualité et la pertinence à tous les niveaux

Étant donné le rôle déterminant que les décideurs de l'éducation, les planificateurs, les gestionnaires scolaires, et en particulier de la pédagogie des enseignants, jouent pour promouvoir l'égalité des genres et pour assurer la qualité et la pertinence de l'éducation à tous les niveaux, les États membres prioriseront l'intégration du genre dans la profession enseignante en prenant les mesures suivantes :

- i) Intégrer les modules de la pédagogie sensible au genre dans les curricula de la formation initiale et du développement professionnel continu des enseignants à tous les niveaux et dans l'éducation formelle et non formelle, et inclure des cadres de suivi des résultats scolaires pour accroître la sensibilité au genre des enseignantes et enseignants/animateuses et animateurs en alphabétisation;
- ii) Introduire une politique de discrimination positive en faveur des femmes en matière de recrutement et de développement professionnel continu, afin d'accroître le nombre d'enseignantes/pédagogues en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM);
- iii) Mettre en place une politique nationale intégrant la dimension genre sur les conditions de travail et de vie des enseignants pour assurer des niveaux de vie de qualité, éliminer tous les préjugés de genre dans les nominations et les promotions, et garantir une rémunération équitable et la motivation;
- iv) Intégrer la dimension genre dans les cadres nationaux qui guident l'élaboration des matériels d'enseignement et d'apprentissage, afin d'assurer leur pertinence à la fois pour les enseignantes et les enseignants et pour les apprenantes et les apprenants;
- v) Compiler un recueil des cadres d'évaluation de l'apprentissage, qui ont intégré avec succès la dimension genre dans les tests sur les compétences fondamentales, dans l'analyse des résultats, l'établissement des rapports et leur utilisation; et
- vi) Élaborer un système pour identifier et récompenser les enseignants dévoués et innovants dont les approches d'apprentissage prennent en compte les différences de situation entre les apprenantes et les apprenants.

OS2: Construire, réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un environnement serein et propice à l'apprentissage, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux de l'éducation

Les infrastructures et les installations scolaires qui ne sont pas sûres et qui ne prennent pas en compte la dimension genre empêchent la pleine participation des filles à l'éducation. La stratégie pour l'égalité des genres exhorte les États membres de l'UA à inclure les infrastructures qui prennent en compte la dimension genre dans les établissements d'enseignement et de formation dans la liste des éléments essentiels qui contribuent à une éducation de qualité en garantissant les institutions.

- i) Mettre en place une politique nationale de développement des infrastructures qui étudie les besoins en matière de genre des apprenants (filles et garçons), et des enseignants et des formateurs (hommes et femmes), et qui prévoit la cartographie, la conception, la construction, l'utilisation et la maintenance des établissements de formation et d'apprentissage;
- ii) Intégrer le genre dans les instruments administratifs et législatifs pour assurer la sécurité, la maintenance et la protection des infrastructures scolaires en toutes circonstances ;
- iii) La conception d'un cadre politique de santé scolaire, d'hygiène, d'assainissement, de nutrition prenant en compte les différences entre les genres en matière d'alimentation, d'hygiène, d'assainissement et de santé pour assurer le développement harmonieux du corps;
- iv) Mettre en place une politique relative au livre et aux bibliothèques pour assurer l'accès des apprenants et des enseignants, tous genres confondus, à des manuels scolaires et des matériels d'enseignement et d'apprentissage intégrant la dimension genre en quantités suffisantes;
- v) Mettre en place des cadres légaux et des réglementations pour rendre l'éducation disponible et accessible aux filles et aux garçons, de l'éducation et la protection de la petite enfance à l'EFTP, l'enseignement général, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur;
- vi) La conception de programmes d'équité pour aborder les contraintes

spécifiques aux filles/femmes et aux garçons/hommes imposées par la pauvreté, le mode de vie, la culture, le lieu de résidence, entre autres, et particulièrement pour l'absorption, la rétention, la qualité des résultats scolaires et l'achèvement des enfants et des jeunes non scolarisés.

OS3: Exploiter le potentiel des TIC pour améliorer l'accès, la qualité de l'éducation et de la formation et la gestion des systèmes éducatifs

- i) Formuler des politiques de discrimination positive pour renforcer les capacités en TIC des apprenants (filles et garçons) et des enseignants (garçons et hommes), afin d'exploiter le potentiel des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage et de supprimer le fossé entre les genres dans les innovations en TIC;
- ii) Concevoir des programmes de renforcement des capacités en interne pour les gestionnaires et les administrateurs de l'éducation sur l'utilisation des TIC dans la planification, la mise en œuvre, le suivi, les stratégies et les programmes ;
- iii) Mettre en place des cadres pour promouvoir le développement d'un contenu en ligne intégrant la dimension genre prenant en compte les spécificités africaines et locales;
- iv) Mettre en place des mécanismes pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques existantes prenant en compte la dimension genre et des initiatives guidées par les TIC réussies, afin de renforcer l'accès et la qualité, y compris la fourniture de quantités suffisantes d'équipements et d'installations modernes, la connectivité, l'électricité et les services ; et
- v) Formuler des cadres politiques pour les plateformes éducatives flexibles fonctionnant via les mobiles ou en ligne, qui soient accessibles et qui répondent aux besoins des stagiaires et des étudiants, tous genres confondus, quel que soit leur milieu.

OS4: Assurer l'acquisition des connaissances et des compétences requises ainsi que l'amélioration des taux d'achèvement à tous les niveaux et pour tous les groupes cibles, à travers des processus d'harmonisation nationale, régionale et continentale

- i) Établir un cadre d'évaluation de l'apprentissage intégrant la dimension genre qui incorpore des rapports d'étude ventilés par sexe des résultats d'apprentissage aux différentes étapes;
- ii) Élaborer des manuels de formation de renforcement des capacités en évaluation formative intégrant la dimension genre pour les enseignantes et les enseignants, et leur utilisation, afin d'améliorer et de corriger les résultats d'apprentissage;
- iii) Incorporer les dispositions relatives au genre dans les Cadres Nationaux de Qualification (CNQ) et les Cadres Régionaux de Qualification (CRQ) pour faciliter la création de filières multiples qui permettent aux femmes et aux hommes d'acquérir les compétences et les savoir-faire nécessaires ainsi que la mobilité dans le sous-secteur;
- iv) Des mécanismes d'assurance qualité et des cadres de suivi et d'évaluation prenant en compte la dimension genre.

OS5: Améliorer les processus conduisant à la parité du genre et à l'équité

- i) Élaborer des mécanismes pour mettre à l'échelle les innovations basées sur des données probantes, afin d'aborder les contraintes d'accès et de participation des filles et des garçons exposés aux risques, des filles et des garçons non scolarisés et des autres groupes marginalisés qui sont exposés aux risques, en particulier dans les STEM, les innovations éducatives, et pour bénéficier des développements accélérés émergents comme la technologie, et la gestion du changement climatique ;
- ii) Mettre en place des plans nationaux d'investissement pour étendre les possibilités d'éducation de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur et renforcer la qualité de l'éducation, afin que les filles et les

- garçons, les adolescents, les jeunes, les hommes et les femmes obtiennent des résultats d'apprentissage de qualité;
- iii) Développer des bases de données qui ventilent les données par sexes pour le suivi et l'établissement des rapports sur la progression de chaque sexe, en chiffre absolu et par rapport à l'autre sexe, d'un niveau à l'autre tout au long du système éducatif; et
- iv) Établir une stratégie de partenariat communautaire pour encourager les communautés à devenir des partenaires, afin de s'assurer que les apprenantes et les apprenants (selon le cas) accèdent à l'école, de rendre les établissements d'apprentissage et de formation sûrs et sensibles au genre, d'améliorer la qualité de l'apprentissage, de soutenir les transitions à travers les cycles de l'éducation et de la formation et vers le marché du travail, et d'obtenir des résultats d'apprentissage de qualité à tous les niveaux.

OS6: Lancer des campagnes globales et efficaces d'alphabétisation sur tout le continent pour éradiquer l'analphabétisme

- i) Élaborer des stratégies nationales budgétisées de campagnes d'alphabétisation pour accroître les taux d'alphabétisme des filles et des femmes et atteindre la parité entre les genres en matière d'alphabétisme;
- ii) Intégrer le genre dans le cadre curriculaire national pour l'enseignement des langues, des sciences sociales, des mathématiques et des sciences et l'utilisation des TIC dans les programmes d'alphabétisation à la fois pour des apprenantes et des apprenants, de l'éducation préscolaire à l'enseignement supérieur;
- iii) Intégrer les dispositions de genre dans la politique nationale du livre pour promouvoir la participation des filles et des femmes à la lecture et à l'écriture; et
- iv) Investir dans l'établissement d'un programme national de service des jeunes prenant en compte la dimension genre par lequel les étudiants facilitent la lecture et font la promotion de communautés de lecture de femmes et d'hommes dans les foyers, les communautés, les lieux de travail et les écoles durant les vacances scolaires.

OS7: Renforcer les programmes de science et de mathématiques et diffuser les connaissances et la culture scientifiques dans la société africaine

- i) Intégrer le genre dans le cadre curriculaire de science dès les premières étapes de l'enseignement et institutionnaliser les innovations parascolaires réussies comme les parcs de science et les clubs pour les filles et les garçons;
- ii) Élaborer des programmes nationaux intégrant la dimension genre pour améliorer les résultats d'apprentissage des filles/femmes et garçons/hommes en science à travers des formations pratiques et des programmes pour récompenser les innovations des femmes et des hommes ;
- iii) Élaborer des plans de mise en œuvre pour que les enseignantes et les enseignants soient impliqués dans, et bénéficient des projets d'incubateurs et des programmes de mentorat en science;
- iv) Mettre en place des cadres prenant en compte les préoccupations de genre dans la promotion des connaissances scientifiques, des connaissances et de la culture scientifiques autochtones pour améliorer les résultats d'apprentissage des apprenantes et des apprenants, à l'aide de moyens formels et informels; et
- v) Élaborer des curricula prenant en compte la dimension genre pour des connaissances scientifiques contextualisées et des modes alternatifs de prestation.

OS8: Étendre les possibilités d'EFTP à la fois au niveau secondaire et tertiaire et renforcer les liens entre le monde du travail et les systèmes d'éducation et de formation

- i) Élaborer des Systèmes d'information sur la gestion du marché du travail prenant en compte la dimension genre pour identifier les besoins en matière de compétences et de savoir-faire;
- ii) Élaborer une stratégie d'EFTP et des écoles polytechniques, y compris des systèmes de quotas, pour accroître le nombre de femmes qui entrent dans les domaines non traditionnels et mettre en place des incitations d'opportunités de carrière;

- iii) Mettre en place une politique tripartite de partenariat impliquant les établissements de formation tertiaire et professionnelle et les entreprises pour élaborer conjointement et mettre en œuvre des curricula de développement des compétences et des programmes de formation prenant en compte la dimension genre; et
- iv) Mettre en place un programme d'incitations pour les établissements de formation et les secteurs privés impliqués dans l'application des principes de genre pour promouvoir l'entrepreneuriat, l'innovation et les stages offerts aux jeunes à travers l'incubation, la recherche et le développement.

OS9: Redynamiser et accroître l'accès à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation pour relever les défis du continent et promouvoir la compétitivité africaine dans une économie mondialisée

- i) Élaborer des Plans nationaux d'investissement pour la recherche et l'innovation intégrant la dimension genre qui relie la recherche au développement des domaines prioritaires et à l'amélioration de la compétitivité mondiale et fournir les infrastructures et les ressources adéquates ;
- ii) Élaborer des stratégies nationales pour accroître le nombre de femmes dans les Centres d'excellence et renforcer les liens institutionnels sur le continent par le biais de la recherche internationale et de la coopération pour le développement basées sur l'intérêt du continent et l'appropriation ;
- iii) Incorporer des quotas de genre dans l'accès aux subventions, aux prix convoités et à d'autres mécanismes de soutien de façon à former autant de femmes que d'hommes comme universitaires et chercheurs accomplis ; et
- iv) Renforcer la dimension genre et la qualité de l'enseignement universitaire de deuxième et de troisième cycle, afin de répondre à l'expansion de l'enseignement supérieur ainsi qu'au degré élevé de demande de capital humain.

OS10: Promouvoir l'éducation pour la paix, la prévention et la résolution des conflits à tous les niveaux d'éducation et pour tous les groupes d'âge

- i) Incorporer les préoccupations de genre dans les politiques et les instruments juridiques de l'éducation pour la paix, en s'appuyant sur les valeurs africaines et les mécanismes de prévention et de résolution des conflits;
- ii) Formuler un curriculum de formation et des matériels d'enseignement et d'apprentissage intégrant la dimension genre et former les enseignants, les travailleurs sociaux, les forces de sécurité, les représentants des organisations religieuses et des sociétés civiles en tant qu'acteurs de la paix et médiateurs;
- iii) Documenter les expériences innovantes actuelles d'édification de la paix qui prennent en compte les préoccupations de genre dans différents pays et réseaux africains et diffuser les leçons apprises ; et
- iv) Intégrer le genre dans les initiatives et les activités du Pôle de Qualité Inter-Pays sur l'éducation à la paix, qui est une communauté de pratique pour le dialogue politique et l'échange d'expériences.

OS11: Améliorer l'administration du système éducatif ainsi que l'outil statistique en renforçant les capacités de collecte, de gestion, d'analyse, de communication et d'utilisation des données

- i) Établir des Systèmes d'Information sur la Gestion de l'Éducation (SIGE) régionaux et continentaux intégrant la dimension genre et des observatoires de l'éducation;

- ii) Produire et diffuser des publications régulières, comme les abrégés et les perspectives, qui traitent des questions relatives aux filles et aux garçons, aux jeunes, aux femmes et aux hommes, et rédigés par des femmes et des hommes;
- iii) Incorporer au moins 30 pour cent de femmes dans les centres d'études et de réflexion ; et
- iv) Allouer des budgets pour le genre afin de soutenir la recherche en éducation, sa diffusion et la communication.

OS12: Mettre sur pieds une coalition de toutes les parties prenantes pour animer et soutenir les initiatives nées de la mise en œuvre de CESA 16-25

- i) Produire des annuaires des parties prenantes de l'éducation, incluant les organisations orientées vers le genre, sur la base de leurs avantages comparatifs ; et
- ii) Élaborer des outils d'analyse pour identifier et élaborer les initiatives stratégiques, identifier et mobiliser des champions pour influencer les domaines prioritaires de la stratégie, et faire connaître leurs réalisations.



3.5. Cadre de résultats et d'indicateurs

La cadre de la CUA attend que les États membres incorporent l'égalité des genres dans leurs cadres de suivi et évaluation comme moyen de mesurer les effets différentiels sur les filles, les garçons, les hommes et les femmes. Conformément à cette attente, cette proposition de cadre de résultats et d'indicateurs attend que les pays membres, au minimum, incluent à la fois les données quantitatives et qualitatives et les indicateurs pour le suivi des progrès, du changement dans le temps et de l'impact.

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
OS1: Revitaliser la profession enseignante afin d'assurer la qualité et la pertinence à tous les niveaux		
1. Pédagogie sensible au genre dans la formation des enseignants, le développement professionnel continu, l'éducation et la formation non formelle et les programmes d'alphabétisation.	Le financement basé sur les résultats inclut les dimensions de l'équité; budget intégrant le genre pour la formation des enseignants, l'éducation et la formation non formelle et l'alphabétisation; PSG; formation, curricula et matériels sensibles au genre.	Budget de l'éducation et lignes budgétaires détaillées au sein des sous-secteurs; Systèmes intégrés de gestion de l'information financière (SIGIF), matériels de formation des enseignants.
2. Programmes de développement professionnel exclusivement pour les enseignantes de STEM.	Proportion accrue d'enseignantes par rapport au nombre total de celles formées et mises à niveau et déployées en STEM; ratio accru d'apprenantes en STEM.	Données SIGE; données spécifiques au genre et rapports de recherche du FAWE.
3. Cadre pour des niveaux de vie de qualité intégrant la dimension genre et rémunération équitable des enseignantes et des enseignants et des autres groupes vulnérables.	Qualité et statut des enseignants; échelles des salaires des enseignantes et des enseignants et conditions de vie proportionnelles et reliées à d'autres indices d'équité des genres.	Échelles de salaires et conditions de service des enseignantes et des enseignants en contexte.
4. Quantités suffisantes de matériels d'enseignement et d'apprentissage intégrant la dimension genre, pertinents et de qualité, disponibles pour les enseignantes et les enseignants et les apprenantes et les apprenants.	Ratio enseignants-matériels d'apprentissage par niveau ; ratio apprenants-matériels d'enseignement et d'apprentissage par niveau/sous-secteur.	Rapports d'examen des matériels d'enseignement et d'apprentissage; données SIGE.

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
5. Banque de données intégrant la dimension genre pour l'évaluation au service l'apprentissage, et évaluation de l'apprentissage des compétences fondamentales, et qui applique le genre dans les tests, les résultats, l'établissement des rapports et leur utilisation.	Résultats d'apprentissage/performance améliorés aux notes des tests des apprenantes par rapport au total.	Banque de données de l'évaluation de l'apprentissage et des examens/test. Rapports de l'Évaluation de la lecture dans les premières années (EGRA) et de l'Évaluation des mathématiques dans les premières années (EGMA).
6. Critères et systèmes intégrant la dimension genre, inclusif et objectif pour identifier les enseignants et les enseignants dévoués et innovants en place.	Proportion accrue d'enseignantes qui innovent.	Publications/rapports annuels; données SIGE; rapports de recherche.
OS2: Construire, réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un environnement serein et propice à l'apprentissage, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux de l'éducation		
1. Plan d'investissement et budgets des infrastructures intégrant la dimension genre pour des matériels conçus spécifiquement pour l'environnement et le genre utilisés pour la construction des écoles.	Budgétisation intégrant la dimension genre dans le développement des infrastructures; espaces d'apprentissage intégrant la dimension genre fournis dans les normes, la conception standard et les réglementations; les dimensions de l'exclusion pour les ENS.	Budget de l'éducation en tant que % du budget public total et budget national des infrastructures ; données SIGIF, SIGE et RALS; rapports d'études sur les ENS; rapports sur le fonctionnement de l'enfant et l'éducation inclusive.
2. Cadre politique et législatif de sécurité scolaire intégrant la dimension genre et de maintenance disponible et accessible.	Application intégrant la dimension genre des règles de sécurité scolaire au niveau de l'école/site; environnement de l'apprenant conformément à la liste de contrôle standard des Écoles Amies des Enfants (EAE).	Rapports sur l'évaluation de genre de la conception de l'école et de l'environnement physique; fonctionnement de l'enfant et éducation inclusive.
3. Genre intégré dans les cadres de financement et de budgétisation pour le DPE, le primaire, l'EFTP, le secondaire général et l'enseignement supérieur.	Le financement basé sur les résultats inclut les dimensions de l'équité; budget intégrant la dimension genre pour le plan d'investissement pour le système de continuum éducation-formation; TBS, TNS, IPS pour tous les sous-secteurs.	Plans et budgets d'investissement nationaux et éducatifs.

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
4. Plans stratégiques relatifs aux enfants et aux jeunes non scolarisés intégrant la dimension genre basés sur des données probantes en place et en cours de mise en œuvre.	Amélioration de l'établissement des rapports et du ciblage des ENS, TBS, TNS et IPS du groupe des ENS; nombre des filles et des garçons inscrits par âge et lieu de résidence; quintile le plus pauvre des ENS et des jeunes annuellement; taux de réduction; taux de redoublement; taux d'exclusion.	Données SIGIF, SIGE ; données RALS; rapports d'étude sur les ENS; rapports de recherche du FAWE; rapports sur le fonctionnement de l'enfant et l'éducation inclusive.
5. Évaluation rapide d'espaces d'apprentissage intégrant la dimension genre utilisés pour la planification, la gestion et la prise de décision.	Amélioration de l'établissement des rapports sur les données inclusives et ventilées par sexe des communautés sous-desservies, fragiles et défavorisées.	Données SIGE, cartographie RALS; base de données de la cartographie SIG; numérisation du SIGE.
OS3: Exploiter le potentiel des TIC pour améliorer l'accès, la qualité de l'éducation et de la formation et la gestion des systèmes éducatifs		
1. Politiques de discrimination positive et réglementations pour le renforcement des capacités des enseignants et des apprenants, filles/femmes et garçons/hommes confondus, en place.	Politiques, réglementations intégrant la dimension genre pour les TIC; proportion des enseignantes et des apprenantes appliquant la technologie dans l'enseignement et l'apprentissage; IPS pour les TIC.	Rapports sur la technologie et l'apprentissage; rapports basés sur Internet; rapports sur l'évaluation du genre pour la technologie et l'apprentissage.
2. Initiative réussie existante basée sur les TIC pour améliorer l'apprentissage mise à l'échelle.	Programmes nationaux et régionaux de TIC pour les filles et les jeunes femmes en place.	Rapports spécifiques au genre sur la technologie et l'apprentissage.
3. Des équipements, installations, connectivité, électricité et services en quantités suffisantes et de qualité sont accessibles et appropriés aux filles, aux garçons, aux jeunes, aux hommes et aux femmes.	Politique nationale intégrant la dimension genre sur les télécommunications et l'apprentissage; niveau de développement des femmes/hommes en vue de l'utilisation de la technologie mobile et de la numérisation pour la technologie et l'apprentissage.	Rapports d'évaluation du genre pour la technologie et l'apprentissage; plateformes Web.
4. Des plateformes flexibles et fonctionnant avec un mobile ou en ligne sont accessibles à la fois aux stagiaires filles et garçons.	Niveaux de compétences des jeunes femmes et des filles par rapport au total dans la technologie et l'apprentissage.	Base de données de l'évaluation de l'apprentissage ; données SIGE; plateformes Web; rapports sur l'évaluation du genre pour la technologie et l'apprentissage.

Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification
OS4: Assurer l'acquisition et de compétences requises ainsi que l'amélioration des taux d'achèvement à tous les niveaux et pour tous les groupes cibles, à travers des processus d'harmonisation nationale, régionale et continentale		
1. Des modalités d'apprentissage basées sur des données probantes, flexibles et accélérées sont établies à tous les niveaux au sein d'un cadre à filières multiples, intégrant la dimension genre, et inclusif.	Contribution aux Programmes d'apprentissage accéléré (ALP); Écoles communautaires de filles (CGS) au TBS, TNS et IPS.	Données SIGE; rapport de recherche du FAWE.
2. CNQ, CCN, CRQ intégrant la dimension genre pour des filières multiples disponibles, accessibles, sur lesquels chaque État membre et communauté régionale établit des rapports.	CNQ et CRQ intégrant la dimension genre valides, basés sur la recherche et l'évaluation/ données probantes qui fonctionnent.	CNQ; CRQ; données IGE; rapports de recherche du FAWE.
3. Cadres d'assurance qualité, de suivi et d'évaluation intégrant la dimension genre budgétisés; financement et budgétisation disponibles, leur mise en œuvre fait l'objet de rapports pour la responsabilisation.	Budget du genre accru pour le suivi et l'évaluation; ressources humaines accrues pour le S&E et intégration de l'égalité des genres; amélioration des résultats d'apprentissage des apprenantes par rapport au total.	Études de surveillance du budget; étude de financement et d'évaluation des coûts; données des OSC et des budgets nationaux et de l'éducation selon l'équité; données SIGE; base de données de l'évaluation d'apprentissage; base de données des examens.
4. Des programmes de renforcement des capacités et formations intégrant la dimension genre pour les pédagogues sont menés, font l'objet d'établissement de rapports et sont évalués.	TBS, TNS, IPS; niveaux de fonctionnement de l'enfant et éducation inclusive pour le handicap; niveaux de compétence des filles et des jeunes femmes par rapport au total attribué pour le programme de renforcement des capacités en genre.	Manuels de formation; rapports d'évaluation.
OS5: Améliorer les processus conduisant à la parité du genre et à l'équité		
1. Une stratégie de mobilisation sociale et de communication intégrant la dimension genre ciblant les ENS et les filles et les garçons (si applicable).	TBS, TNS, IPS du groupe des ENS et des filles défavorisées.	Données SIGE; données RALS, rapports d'étude des ENS; rapports de recherche du FAWE.
2. Un plan stratégique intégrant la dimension genre pour aborder l'accès, la rétention et l'apprentissage.	TBS, TNS, IPS du groupe des filles défavorisées.	Données SIGE; données RALS; rapports de recherche spécifiques au genre.

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
OS6: Lancer des campagnes globales et efficaces d’alphabétisation sur tout le continent pour éradiquer l’analphabétisme		
1. Un cadre curriculaire national intégrant la dimension genre pour faire avancer l’alphabétisation est disponible, accessible et fait l’objet de rapports.	Dépenses publiques accrues pour les programmes d’alphabétisation - au moins 10 % du budget de l’éducation à l’éducation et la formation non formelles; le financement basé sur les résultats inclut les dimensions de l’équité; amélioration des niveaux d’alphabétisme des filles, des jeunes et des femmes ayant dépassé l’âge normal par rapport au nombre total par lieu de résidence et quintile de richesse; IPS pour l’alphabétisme.	Budgets de l’éducation et national; budgets de l’alphabétisation à travers les secteurs; données SIGIF, SIGE; données RALS et rapports sur l’alphabétisme. Rapports sur les EGRA, EGMA et SACMEQ.
2. Les langues, les sciences sociales, les mathématiques, la science, les arts et les TIC sont des domaines d’apprentissage du cadre curriculaire national et sont évalués par une évaluation d’apprentissage intégrant la dimension genre, et l’évaluation des cadres d’apprentissage.	Cadre curriculaire et pédagogie intégrant la dimension genre; niveaux d’aptitude linguistique; niveaux/taux d’alphabétisme des filles/ femmes — lecture, écriture, calcul et autres alphabétismes comme les arts et les TIC.	CCN pour faire avancer l’alphabétisme, les bases de données sur l’évaluation de l’apprentissage, les guides à l’usage des animateurs, les rapports sur l’alphabétisme, EGRA, EGMA, les arts et les TIC.
3. Matériels de lecture en langues africaines adaptés à l’âge et intégrant la dimension genre disponibles et accessibles.	Quantités et qualité des matériels de lecture intégrant la dimension genre; disponibilité de bibliothèques et de coins de lecture.	CCN, programme de langue, budgets d’alphabétisation détaillés selon l’équité, rapports sur l’alphabétisme.
4. Un service national de la jeunesse intégrant la dimension genre est mis en place pour soutenir les communautés de lecture.	Budget de genre pour les services de la jeunesse ; le financement basé sur les résultats inclut l’équité; des bénévoles en opération comme animateurs; IPS; plan et programme national de bénévolat.	Budget national et budget de l’éducation; SIGIF; plan national de bénévolat et rapports

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
OS7: Renforcer les programmes de science et de mathématiques et diffuser des connaissances et la culture scientifiques dans la société africaine		
1. Innovations, basées sur des données probantes et documentées, en science et mathématiques dans les petites classes; en parentalité; jouer pour développer une culture précoce des mathématiques et de la science; préparation précoce aux mathématiques et à la science; temps d'écran pour l'initiation à l'informatique; et compétences sociales et de socialisation de genre intégrées et faisant l'objet de l'établissement de rapports.	Nombre d'innovations documentées et mises à l'échelle; stratégie de mise à l'échelle; niveaux de compétence des filles, des garçons, des adolescents, des jeunes, des adultes (H/F) en STEM.	Rapports sur les innovations et les bonnes pratiques intégrant la dimension genre et leur mise à l'échelle.
2. Programmes nationaux/régionaux/continentaux de mentorat mis en place pour promouvoir l'autonomisation des filles/femmes en matière de participation aux STEM et aussi pour les mettre dans les filières de l'innovation.	Nombre de programmes de mentorat de femmes documentés dans les STEM placés dans les filières de l'innovation.	Rapports sur les programmes placés dans les filières de l'innovation.
3. Programmes/stratégies budgétisés et financés pour développer et alimenter en permanence une base de données continentale sur les connaissances et la culture autochtones qui comporteront également les connaissances autochtones spécifiques au genre.	Les connaissances autochtones spécifiques au genre budgétisées et financées alimentant la base de données continentale sur les connaissances et la culture scientifiques.	Stratégie budgétisée, budget pour les connaissances autochtones spécifiques au genre; rapport spécifique au genre sur les connaissances autochtones.
4. Programmes de recherche intégrant la dimensions genre promouvant les connaissances autochtones élaboré.	Plan de recherche intégrant la dimension genre.	Rapports de recherche.
OS8: Étendre les possibilités d'EFTP à la fois au niveau secondaire et tertiaire et renforcer les liens entre le monde du travail et les systèmes d'éducation et de formation		
1. Un SIGT national intégrant la dimension genre est mis en place.	Données ventilées sur le genre, IPS, données spécifiques au genre et SIGT.	Base de données SIGT, EFTP et des écoles polytechniques, données SIGE, bases des données de l'ISU, de l'OIT, données et rapports spécifiques au genre.

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
2. Partenariats public-privé établis pour l'expansion et le développement d'un sous-secteur de l'EFTP intégrant la dimension genre.	CNQ, CCN, CRQ pour le sous-secteur de l'EFTP.	Rapports d'évaluation du genre sur le CNQ, CRQ, et CCN.
3. Plan d'investissement et suivi des résultats d'apprentissage et des opportunités pour les filles et les jeunes femmes établi et suivi.	Allocation budgétaire et ressources accrues pour un sous-secteur de l'EFTP prenant en compte la dimension genre.	Budget national, budget de l'éducation et du sous-secteur de l'EFTP; SIGIF et budget détaillé selon l'équité.
4. Plans améliorés d'EFTP prenant en compte la dimension genre répondant aux normes modernes (21 ^{ème} siècle) et visant à la qualité avec des indicateurs spécifiques au genre et des données ventilées par sexe.	Plans d'EFTP intégrant la dimension genre et favorables au genre.	Plans et programmes d'EFTP, CCN, CNQ, CRQ.
OS9: Redynamiser et accroître l'accès à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation pour relever les défis du continent et promouvoir la compétitivité africaine dans une économie mondialisée		
1. Plans d'investissement pour le genre intégré à la recherche et les innovations; et de budgétisation favorable au genre dans la recherche.	Recherche et innovations intégrant la dimension genre et favorable au genre.	Rapports de recherche.
2. Intégration de l'égalité des genres dans les centres d'excellence en tant que critère majeur de la mesure de l'excellence.	Analyse et évaluation de l'égalité des genres dans les centres d'excellence.	Rapports d'analyse et d'évaluation.
3. Réseau africain favorable au genre dynamique sur la recherche et le développement sur l'égalité des sexes dans et à travers l'éducation.	Budgets favorables au genre pour des recherche et des examens de qualité sur l'égalité des genres dans et à travers l'éducation par les jeunes africaines.	Budgets de recherche, rapports, examens, matériels de plaidoyer basés sur des données probantes.
OS10: Promouvoir l'éducation pour la paix, la prévention et la résolution des conflits à tous les niveaux d'éducation et pour tous les groupes d'âge		
1. Préoccupations de genre incorporés dans les politiques et instruments légaux pour l'édification de la paix.	Politiques et instruments légaux pour l'édification de la paix répondant aux normes de qualité du genre.	Cadres et plans politiques et légaux nationaux

<i>Résultats escomptés</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Moyens de vérification</i>
2. Programme de formation favorable au genre et matériels d'enseignement et d'apprentissage intégrant la dimension genre disponibles utilisés et faisant l'objet de rapports.	Rapports d'analyse et d'évaluation du genre sur les programmes, les matériels d'apprentissage et la pédagogie.	Rapports d'analyse et d'évaluation.
3. Pôle d'éducation pour la paix favorable au genre modélisé au niveau de la communauté nationale/ régionale, expérience documentée et mise à niveau.	Documentation basée sur des données probantes de la modélisation et de la mise à l'échelle des innovations sur l'édification de la paix à travers les secteurs.	Rapports des initiatives d'édification de la paix, stratégies et rapports de mise à l'échelle.
OS11: Renforcer les capacités de collecte, de gestion, d'analyse et de communication et d'utilisation des données, et améliorer l'administration du système éducatif ainsi que l'outil statistique en renforçant les capacités de collecte, de gestion, d'analyse et de communication et d'utilisation des données		
1. Systèmes de Gestion de l'Éducation et Observatoires favorables au genre et inclusifs et fonctionnant dans chaque État membre.	Systèmes d'information sur la gestion, ventilés par sexe, efficaces et efficaces; données sur le genre dans la recherche et qualitatives, cartographie SIG RALS; mesures du fonctionnement de l'enfant ; et éducation inclusive pour améliorer le SIGE; SIGE lié au système national de données ouvertes.	Données SIGE améliorées; observatoires de l'éducation.
2. Au moins 30 % des femmes participent à des centres d'études et de recherche sur l'éducation identifiés.	IPS des centres d'études et de recherche sur l'éducation identifiés.	Rapport recherche et d'évaluation, publications.
3. Publications intégrant la dimension genre régulières, améliorées, diffusées et utilisées pour l'action.	Diffusion en temps utile et utilisation.	Publications, rapports sur l'utilisation.
OS12: Mettre sur pieds une coalition de toutes les parties prenantes pour animer et soutenir les initiatives nées de la mise en œuvre de CESA 16-25		
1. Annuaire des parties prenantes de l'éducation, y compris les organisations orientées vers le genre, produits et utilisés pour l'établissement de partenariats.	Annuaire des organisations orientées vers la qualité de l'apprentissage et le genre.	L'annuaire sur les organisations orientées vers la qualité et le genre.
2. Outils analytiques et champions identifiés pour initier et établir un programme de partenariats en vue de la mise en œuvre de l'égalité des genres pour CESA 16-25.	Existence d'une section de type « UNGEI/ FAWE », cadre de partenariat en vue de la mise en œuvre de CESA 16-25.	Stratégie pour l'égalité des genres spécifique au pays, plans de travail et rapports.



4. Développement du secteur éducatif et systèmes intégrant le genre

4.1 Transformer les processus et les systèmes éducatifs

L'égalité des genres doit être intégrée dans le cycle/processus complet de planification sectorielle du développement. Les secteurs ayant des liens très étroits avec l'éducation comme la santé, la nutrition, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la justice, la sécurité, le travail, les services sociaux/développement, la planification économique et les finances doivent être encouragés à incorporer les principes d'égalité des genres et les intégrer dans leurs programmes respectifs.

La plupart des pays membres mènent un processus sectoriel de développement qui comprend: a) une analyse sectorielle, b) l'élaboration d'un plan, c) l'évaluation et l'approbation du plan, d) la mise en œuvre, e) le suivi et l'évaluation. Le partenariat stratégique établi dans la section 2.6.2 de cette

stratégie aura un rôle stratégique à jouer dans ce processus. Le partenariat sur l'égalité des genres:

- examine et met en œuvre l'orientation du PME/UNGEI/UNICEF de janvier 2017 pour élaborer des plans favorables au genre³⁴;
- doit connaître le processus sectoriel de développement et les calendriers des différents processus internes;
- devrait s'efforcer d'obtenir de siéger, et aussi participer aux sous-groupes de travail du Groupe de travail local de l'éducation le cas échéant;
- autant que possible, doit participer à d'autres groupes de travail sectoriels pour assurer des liens forts et positifs entre l'éducation et d'autres secteurs concernés;
- doit connaître les dernières lignes directrices des processus internes;

³⁴ PME, UNGEI, UNICEF. Guidance for Developing Gender Responsive Education Sector Plans. http://www.ungei.org/resources/files/GPE_Guidance_for_Gender-Responsive_ESPs_Final.pdf. January 2017. Consulté en avril 2017.

- doit réaliser que les formes modifiées et abrégées des processus sectoriels de développement sont également menées dans les cadres d'urgence, de conflit et de post-conflit; et
- doit connaître d'autres outils pertinents comme les Conseils de planification du secteur de l'éducation favorable au genre UNGEI-PME 2016.

Le partenariat sur l'égalité des genres:

- doit communiquer les conclusions de la recherche, comme celles menées par le FAWE et les analyses telles qu'elles sont capturées pour et durant le processus d'analyse sectorielle, et partager les bonnes pratiques et les innovations expérimentées qui sont prêtes pour la mise à l'échelle au niveau national;
- doit ajouter de la valeur aux processus en participant aux autres processus en cours comme le suivi, les évaluations, les analyses de risque, à la mesure des résultats et à l'évaluation de l'impact des programmes sur les filles, les garçons, les adolescents, les jeunes, les hommes et les femmes;
- doit activement participer à la rédaction des produits/résultats réels du processus sectoriel de développement;
- doit participer au Suivi et à l'Évaluation (S&E), aux processus de suivi et à la capture d'autres perspectives à des fins de responsabilisation;
- doit élaborer des outils d'évaluation du genre qui seront facilement accessibles et incorporés dans les outils utilisés par les ministères de l'Éducation dans le processus sectoriel de développement; et
- doit s'assurer que chaque rapport sur le processus inclut un volet sur l'évaluation du genre et qu'il est utilisé comme critère de validation et d'approbation.

Enfin, le partenariat peut aussi participer aux étapes de validation et d'approbation.

4.2 Le genre dans les innovations éducatives

L'innovation éducative exige de repenser comment et où l'apprentissage se produit pour les filles, les garçons, les jeunes, les hommes et les femmes. Les recherches menées à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) ont démontré que l'innovation et la créativité s'épanouissent là où les STEM rencontrent l'art. C'est parce que l'innovation en STEM est toujours liée à l'expérience humaine et que les expériences humaines se produisent lorsqu'on pratique les arts. Il est également connu que pour élargir l'horizon des possibilités, l'innovation supérieure provient d'éléments divergents comme les artistes et les créateurs, que des éléments convergents comme la science et l'ingénierie assemblent.³⁵ Dans ces espaces de réflexion, il est nécessaire que les États membres :

- favorisent l'innovation à travers les systèmes éducatifs en créant un environnement où l'innovation peut se produire, et quand l'innovation se produit où elle peut être mise à l'échelle;
- identifient les sujets des domaines clés où l'innovation doit être prioritaire en vue de la réussite future;
- identifient comment le personnel enseignant et non enseignant du système éducatif peut être formé et professionnalisé de manière coût-efficace sans perturber beaucoup le travail;
- élaborent des stratégies politiques sur la façon d'exploiter la technologie par l'investissement dans l'infrastructure numérique, ce qui nécessite une approche multisectorielle et le Rwanda peut offrir des leçons à d'autres pays africains;
- développent les compétences en TIC et partagent les meilleures pratiques afin de maximiser l'impact de l'innovation numérique sur l'enseignement et l'apprentissage;
- identifient des moyens par lesquels les acteurs non étatiques, les filles, les garçons, les jeunes peuvent étendre leurs rôles et mieux contribuer à la conception de l'éducation en tant que **jeunes esprits créatifs**, entreprises, société civile et créateurs d'emplois, et plus important,

³⁵ John Maeda. Innovation is born when art meets Science (L'innovation naît quand l'art rencontre la science), dans le Guardian, par Tom Lamont du dimanche 14 novembre 2010 00:05 GTM. Consulté en novembre 2016.

améliorer les partenariats stratégiques étatiques/non étatiques pour les innovations dans l'éducation.

- rendent la profession enseignante plus professionnelle et durable;
- utilisent la technologie pédagogique pour faire avancer l'éducation et accélérer l'apprentissage;
- créent un espace à la fois pour les enseignants et les apprenants, en particulier les filles et les jeunes femmes, leur permettant de devenir des créatrices d'information, où les meilleures pratiques et les ressources éducatives qui peuvent être partagées et même avec le monde dans son ensemble;
- les projets efficaces comme Techno Girls³⁶ doivent être mis à l'échelle sur l'ensemble du continent; un programme similaire au Kenya s'étendra bientôt à d'autres pays africains par le biais de Samsung Electronics Academy, qui vise principalement à aborder la pénurie critique de compétences en technologie en Afrique; et
- l'enseignement et l'apprentissage doivent changer parce que les innovations éducatives doivent non seulement aider les filles et les garçons, les adolescents et les jeunes à développer leurs compétences pour leurs propres entreprises et carrières, mais aussi doivent faire des jeunes les capitaines de leur avenir, les créateurs d'un meilleur monde/fournisseurs de solutions. Les tests et les examens ne doivent pas demander ce que les étudiants savent, mais ils doivent passer à la conception de défis ayant des implications sur la vie réelle pour l'Afrique à l'horizon 2063!

4.3 Le genre dans les questions émergentes comme la technologie et le changement climatique

Accès à la technologie numérique: selon le rapport de la Banque mondiale, l'accès aux technologies numériques en particulier peut rendre les possibilités d'éducation et les régimes de travail plus flexibles; il peut mettre les gens en relation avec les opportunités disponibles dans les affaires, les connaissances et le travail; il peut favoriser le commerce et les services de courtage en ligne

³⁶ Center for Education Innovations. 2015. Results for Development Institute

pour les entrepreneurs. Il peut également accroître l'accumulation des actifs productifs à travers la banque mobile. Cependant, en Afrique, les filles et les femmes ont moins accès à la technologie numérique que les garçons et les hommes. Le rapport 2016 de la Banque mondiale sur l'égalité des genres note que les femmes en Afrique sont 50 pour cent moins susceptibles d'utiliser Internet que les hommes.



Le rapport 2016 de la Banque mondiale sur l'égalité des genres note que les femmes en Afrique sont 50 pour cent moins susceptibles d'utiliser Internet que les hommes.

Ce manque d'accès à Internet est un obstacle à l'autonomisation des filles et des femmes et au développement. Exploiter le potentiel de la technologie exigera que les États membres pensent différemment. Il sera important que les États membres investissent dans:

- repenser comment et où l'apprentissage a lieu à l'ère technologique pour les économies de 2050 en Afrique. Ceci nécessitera de développer des modèles d'apprentissage et des filières d'apprentissage personnalisées, et d'inclure l'éducation et les entrepreneurs dans le développement de ces modèles éducatifs innovants;
- un environnement propice pour promouvoir l'innovation des filles et des jeunes femmes et réviser les réglementations et autres exigences scolaires liées au temps passé sur une tâche, le ratio élèves-enseignant, la conception de la classe et la taille de la classe;
- créer et développer un état d'esprit de confiance créative chez les filles, les garçons, les jeunes à l'égard de la technologie en éducation. Veiller à ce que les filles soient en relation avec des femmes mentors qui ont réussi dans le secteur est un moyen de stimuler la confiance des filles

dans la technologie. Il en va de même pour les garçons et les jeunes en général. Il est également important d'encourager à la fois les filles et les garçons à travailler en collaboration et de manière consultative pour trouver des solutions, même quand ils travaillent en vue de réaliser des aspirations personnelles;

- consulter les utilisateurs de la technologie, en particulier les jeunes, sur ce que sont leurs besoins et la direction qu'ils voient le continent africain emprunter en matière d'apprentissage fondé sur la technologie;
- préparer les filles, les garçons et les jeunes au monde du travail et à créer des emplois;
- identifier des moyens d'utiliser efficacement la technologie pour l'inclusion des filles, des personnes handicapées, défavorisées et marginalisées. Il convient de noter qu'avant que les groupes cibles utilisent la technologie, ils doivent d'abord connaître l'existence de la technologie, savoir comment y accéder et finalement l'utiliser pour leur propre autonomisation; et
- des programmes de mentorat mettant en relation les acteurs et les professionnels disponibles de l'industrie avec les acteurs potentiels.

L'environnement et le changement climatique: entre 2012 et 2015, le FAWE a mené des examens sur les politiques d'EFTP relatives aux questions de genre et de changement climatique au Zimbabwe, au Soudan du Sud et au Burkina Faso qui ont révélé que le changement climatique est une question qui affecte les filles et les femmes de manière différente que les garçons et les hommes.³⁷ Il est par conséquent nécessaire que les États membres explorent les défis présentés par le changement climatique dans leurs localités respectives et identifient des opportunités de construire des stratégies intégrant le climat et à niveaux multiples qui rassembleront les acteurs dans les domaines du genre, du changement climatique et de l'éducation. Ces stratégies doivent être aux niveaux national, infranational, et des écoles/communautés locales pour

s'assurer que les filles et les jeunes femmes continuent d'accéder à la scolarité, s'y maintiennent et apprennent même dans ces conditions.

- Les compétences définies pour l'éducation à l'environnement en tant que domaine d'apprentissage doivent être examinées à la lumière de la sécheresse récurrente, et cyclique dans la Corne de l'Afrique, qui a eu lieu au dernier trimestre 2016 et des inondations cycliques au Mozambique et dans d'autres régions d'Afrique. Les leçons apprises dans cette section de la stratégie faisant référence à l'éducation en situation d'urgence, au renforcement de la résilience et à la gestion des risques de catastrophes doivent s'appliquer à ces questions émergentes.

5. Établissement des rapports et évaluation de la stratégie pour l'égalité des genres

Comme cette Stratégie pour l'égalité des genres concerne CESA 16-25, en tant que tels les progrès accomplis vers la réalisation des résultats seront mesurés par rapport aux 12 objectifs stratégiques et leurs domaines d'intervention respectifs de CESA 16-25. Il est par conséquent recommandé que les rapports de la Stratégie soit établis par les groupes thématiques et les comités techniques pertinents de l'UA sur les Ressources humaines/Éducation, la Science et la Technologie, et par les comités techniques sur le Genre/UA/CIEFFA et la Jeunesse. Deuxièmement, le FAWE étant une organisation de la société civile, les rapports sur les progrès de la mise en œuvre de cette Stratégie pour l'égalité des genres doivent aussi être établis par le biais des processus et des réunions concernées de GIMAC, des jeunes/jeunesse.

Le FAWE et l'UA/CIEFFA et la Division de l'éducation de la Commission des Ressources humaines, de la Science et de la Technologie mèneront une évaluation indépendante de la mise en œuvre de la stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 lorsqu'elle aura été menée à bien.

37 FAWE. 2015. Analyse de l'EFTP au Zimbabwe (Enseignement et Formation Techniques et Professionnels) Politiques relatives aux questions de genre et de changement climatique. Rapport final : examen des politiques d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) relatives aux considérations de genre et de changement climatique du Burkina Faso. Rapport final : et analyse des politiques d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) relatives aux considérations de genre et de changement climatique du Soudan du Sud. Rapport final d'examen.

Bibliographie

- Groupe Banque africaine de développement, Département d'évaluation des opérations. 2012. Rapport de synthèse. Mainstreaming Gender Equality: A Road to Results or a Road to Nowhere Site Internet: <http://www.operationsevaluation.afdb.org>
- UA/OUA, 1963. La charte de l'OUA. Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2000. Acte constitutif de l'Union africaine : Site Internet : <https://au.int>
- UA. 2014. Agenda africain 2063: Site Internet : <https://au.int>
- UA. 2014. Stratégie continentale pour l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) pour favoriser l'emploi des jeunes en Afrique. Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2014. Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique 2024: Site Internet: <https://au.int>
- AU.2015. Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016–2025 (CESA 16-25) Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2009. Politique sur le genre de UA de la Décennie des femmes africaines: Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2003. Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique <https://au.int>
- UA. 2004. Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (SDGEA). Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2014. 2015 Année de l'autonomisation des femmes et le développement en vue de l'Agenda 2063 de l'Afrique. Site Internet: <https://au.int>
- UA. 2010. Fonds africain pour les femmes (FAW). (Fonds créé par l'UA en 2010). (Soutenir directement et renforcer la participation féminine dans le processus économique ainsi qu'accroître la participation des femmes africaines dans la prise de décision économique).
- UA. 2005. Protocole de Maputo. Site Internet: <https://au.int>
- ADEA. Kit sur l'intégration des questions de genre en Afrique. Site Internet: <https://aa.uor> or <https://ADEAnet.org>
- BRIGHT. Innovation in Education. The Education Breakthrough That Matters. De Julia Gillard, ancien premier ministre d'Australie, et présidente du Conseil des directeurs du Partenariat mondial pour l'éducation. BRIGHT est financé par Bill et Melinda Gates. Site Internet: <https://medium.com/bright/what-can-technology-do-for-tomorrow-s-children>. <http://futureofschool.org/>; <http://www.brightstar.co.nz/conferences/science-innovation-education-forum>; et <https://www.theguardian.com/technology/2010/nov/14/my-bright-idea-john-maeda>
- Centre for Education Innovations et UNICEF.2016. Journeys to Accompanying the Finalists of the Innovations in Education Initiative. Site Internet <https://www.unicef.org/Education>; et <https://www.educationinnovations.org>. Consulté en novembre 2016.
- Education for Change. 2013. Rapport final de l'étude thématique sur l'éducation et l'égalité de genres de l'Agence norvégienne de la coopération pour le développement. Site Internet : <https://www.efc.co.uk>
- Institut européen pour l'égalité des genres. Integrating gender equality into academia and research organisations. Document analytique. Site Internet: <https://www.eige.europa.eu>
- Commission européenne, Office de coopération EuropeAid Affaires générales Évaluation et Sida. 2003. Intégrer l'égalité des genres dans la coopération pour le développement : tirer les leçons des récentes évaluations de sida et la commission européenne : rapport du séminaire conjoint commission européenne/sida, bruxelles, 27-28 novembre 2003 .
- FAWE. 2013. Initiative de recherche du FAWE, vol. 3 Renforcer la recherche en genre pour améliorer l'éducation des filles et des femmes en AFRICA. Site Internet: <https://www.fawe.org>.
- FAWE. 2015. Analyse de l'EFTP au Zimbabwe (Enseignement et Formation Techniques et Professionnels)
- Politiques relatives aux question de genre et de changement climatique. Rapport final. FAWE. n.d. Examen des politiques d'Enseignement et Formation Techniques et Professionnels (ETP) relatives aux considération de genre et de changement climatique du Burkina Faso. Rapport final d'examen.
- FAWE. 2012. Analyse des politiques d'Enseignement et Formation Techniques et Professionnels (EFTP)
- Relatives aux considérations de genre et de changement climatique du Soudan du Sud. Rapport final d'examen
- FHI 360. 2012. Cadre d'intégration du genre: Comment intégrer le genre dans chaque aspect de votre travail. Site Internet. www.fhi360.org
- Partenariat mondial pour l'éducation. 2015. Éducation et Objectifs mondiaux # FundEducation. Site Internet. <https://globalpartnership.org>.
- Partenariat mondial pour l'éducation. Faire avancer l'égalité des genres dans l'éducation dans les pays du PME. Site Internet. <https://globalpartnership.org>.
- Partenariat mondial pour l'éducation. Promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation: Note de politique. Site Internet. <https://globalpartnership.org>.
- PME. Politique et stratégie d'égalité des genres 2016-2020. Site Internet: <https://>

globalpartnership.org

PME, UNGEI, UNICEF. Guidance for Developing Gender Responsive Education Sector Plans. http://www.ungei.org/resources/files/GPE_Guidance_for_Gender-Responsive_ESPs_Final.pdf January 2017. Consulté en Juin 2017.

Centre de recherche économique de Helsinki (HECER). 2007. Document de travail N° 159 de Anne Mikkola et Carrie A. Miles. "Development and Gender Equality: Consequences, Causes, Challenges and Cures." ISSN 1795-0562. Site Internet : www.hecer.fi

Commission internationale sur le financement de l'éducation et Gordon Brown. 17 octobre 2016 Le rapport sur la génération apprenante et la table ronde à NY le 18 octobre 2016: construire la « génération apprenante. » Site Internet: http://www.un.org/sustainable_development/education_ et <https://gemreportunesco.wordpress.com>. Consulté en décembre 2016.

IIEP_UNESCO. Site Internet: <https://www.unesco.org>

March, Candida, Ines Symth et Maiterayee Mukhopadhyay 1999. A guide to Gender Analysis Frameworks. Oxfam. ISBN 085598 4031.

Ministère des Affaires étrangères du Danemark, Coopération internationale pour le développement (DANIDA). 2014. Strategic Framework for Gender Equality, Rights and Diversity in Danish Development Cooperation. Site Internet: <http://www.DANIDA.DK>.

Norwegian Institute for Urban and Regional Research (NIBR) et NORAD. Septembre 2005. Évaluation de l'étude de cas nationale sur la Zambie : "Strategy for Women and Gender Equality in Development Cooperation (1997-2005)" : de Carole Rakodi, International Development Department (IDD), School of Public Policy, Université de Birmingham.

Pulse: 2016. Gender Equality Access to digital technology needed for female empowerment. Site Internet: <http://pulse.com.gh/technology/gender-equality-access-to-digital-technology-needed-for-female-empowerment-id4575849.html>.

OCDE Réseau du CAD sur l'égalité hommes-femmes. Avril 2004 de Juliet Hunt. "Review on Gender and Evaluation: Report to DAC Working Party on Evaluation" effectué par AusAID et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

OCDE. Centre de développement. 2007. Développement des compétences techniques pour l'Afrique. Réunion d'experts. Organisée par l'OCDE et la Banque africaine de développement avec le soutien de l'Agence Française pour le Développement. 10 décembre 2007. Site Internet: <http://www.oecd.org/dev>; www.afdb.org; et www.afd.fr

Ministère royal danois des Affaires étrangères. The Gender Equality Toolbox. Site Internet. <https://www.netpublikationer.dk/um/10982/inex.htm>

SADC. 2008. SADC Protocol on Gender and Development.

Sharp, Rhonda et Sanjuga Vas Dev. "Integrating Gender into Public Expenditure: Lessons

Learnt from the Republic of the Marshall Islands." Pacific Studies, Vol. 29. Numéros ¾-Sept./Déc. 2006. Pages 82.-105.

Agence suédoise de coopération de coopération internationale pour le développement. (SIDA). 2010. Indicators for Measuring Results on Gender Equality. Site Internet : <https://www.Sida.se/Publications>

SIDA. 2010. SADEV REPORT. Gender equality in and through education. Site Internet : <https://www.Sadev.se>

SOAWR. 2015. Breathing Life into the Maputo Protocol. Rapport de la réunion des membres, 24-26 janvier 2015, Addis Abeba, Éthiopie. Site Internet. <https://www.soawr.org>

ONU 2015. Objectifs de Développement Durable (ODD) 2015-2030. Site Internet: <https://www.un.org>

ONU 2016. Liste définitive de la proposition d'indicateurs des Objectifs de développement durable. Site Internet. <https://www.un.org>

UNESCO. 2015. Rapport mondial de suivi.: Site Internet de l'Examen 2016 du Genre. <https://unesco.org>

UNESCO. Bureau de Bangkok et Korean Women's Development Institute (KWDI). 2015 A Complex Formula: Girls and Women in Science, Technology, Engineering and Mathematics in Asia. ISBN: 978-92-9223-492-8 (version électronique). Site Internet: www.unesco.org/bangkok et site Internet: <http://www.kwdi.re.kr>

PNUD. 2015. Rapport sur le développement humain 2015 Version électronique: Travail pour le développement humain. Indice d'inégalité de genre (IIG). Site Internet: <http://hdr.undp.org/en>

UNGEI. 2006. Mainstreaming Gender for Better Girls' Education: Policy and Institutional Issues de Ramya Subrahmanian. Site Internet. UNGEI.org et Unicef.org

UNGEI-PME. Guidance for Developing Gender Responsive Education Sector Plans, Site Internet UNGEI Home>Resources> All Resources > Promoting Gender Equality UNGEI. 2005. Integrating Gender into Education For All, Fast Track Initiative Processes and National Education Plans, Étude De Amanda Seel et David Clarke. Site Internet : <http://www.ungei.org>

UNICEF. 2011. Promoting Gender Equality: An Equity Focused Approach to Programming. Site Internet: <https://unicef.org>

UNICEF. Technogirls in South Africa. Site Internet : <https://unicef.org>

UNICEF. Girls Education and Gender Equality. Site Internet: <https://unicef.org>

UNICEF. Education and Adolescent Development : Site Internet : <https://unicef.org>

UNICEF. Equitable Access : Site Internet : <https://unicef.org>

UNICEF. 2014. RAPPORT D'ÉVALUATION. UNICEF's Upstream Work in Basic Education and Gender Equality 2003-2012. Site Internet : <https://unicef.org>

UNIFEM. 2009. Integrating Gender Equality and Human Rights in Evaluation: Challenges and Lessons Learned from Developing and Piloting the UNEG Guidance Adding Value. Présenté à la Société canadienne d'évaluation – Conférence annuelle, 2009.

ONU Femmes Site Internet: <http://www.unwomen.org/en/what-we-do>

Unterhalter, Elaine. Mutable Meanings: Gender Equality in Education and International Rights Frameworks. Equal Rights Review, Vol. huit (2012): pp 67-84

USAID, 2008. Education from a Gender Perspective.

USAID. 2008. Tips for Gender Integration in USAID Education Sector Solicitations. Ce rapport a été rédigé pour le Bureau des femmes dans le développement du Projet EQUATE de l'USAID, Management Systems International (contractant principal) Site Internet : <http://www.usaid.gov/policy/ads/>

USAID. 2015. Beyond Access: Toolkit for Integrating Gender-Based Violence Prevention and Response into Education Projects. Site Internet: [http:// www.encompassworld.com](http://www.encompassworld.com) et <http://www.usaid.org>

Groupe Banque mondiale 2015. Groupe Banque Mondiale. Stratégie de genre (FY16-23). Égalité de genres, réduction de la pauvreté et croissance inclusive. Washington, DC. Site Internet de la Banque mondiale <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23425> License: CC BY 3.0 IGO

Groupe Banque mondiale. 2016. 2ème édition. Impact Evaluation in Practice, de Paul J. Gertler, Sebastian Martinez, Patrick Premand, Laura B. Rawlings et Christel M. J. Vermeersch. Site Internet : <https://www.worldbank.org/pdt>

Banque mondiale 2014. Améliorer l'égalité des sexes en Afrique. DOSSIER. <http://www.worldbank.org>

Zonta International. Integrating Gender Equality into Financing for Development between the national/regional quality debate.



Forum des éducatrices africaines

FAWE House, Chania Avenue, Off Wood Avenue Kilimani,
PO Box 21394-00505, Ngong Road, Nairobi, Kenya.

Tel: +254 20 77 30537, +254 20 25 97919, +254 714 60 6629 | Fax: +254 20 3874150

www.fawe.org